



RAPPORT FINANCIER INTERMÉDIAIRE

31 MARS 2011

MDN INC.

ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE PAR LA DIRECTION

POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 31 MARS 2011

PORTÉE DE L'ANALYSE FINANCIÈRE

L'analyse qui suit doit se lire en parallèle avec les états financiers de MDN Inc. (la « Société » ou « MDN ») et les notes complémentaires afférentes pour le trimestre clos le 31 mars 2011. Le lecteur doit aussi se reporter aux états financiers annuels vérifiés au 31 décembre 2010, y compris la section décrivant les risques et incertitudes. Les états financiers ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Les informations comparatives comprises dans les états financiers intermédiaires et dans le présent rapport de gestion ont été retraitées conformément aux IFRS.

INFORMATION ADDITIONNELLE ET DIVULGATION CONTINUE

Cette analyse de la situation financière par la direction a été préparée le 25 mai 2011, elle est conforme au règlement 51-102A des Autorités canadiennes en valeurs mobilières relatifs à l'information continue. Cette analyse est un supplément aux états financiers intermédiaires non vérifiés de la Société pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2011, et vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats et à la situation financière de la Société. Elle présente le point de vue de la direction sur les activités courantes de la Société et sur ses résultats financiers courants et passés ainsi qu'un aperçu des activités à venir au cours des prochains mois. La Société divulgue régulièrement de l'information additionnelle par le dépôt de communiqués de presse et d'états financiers disponibles sur le site web de la Société (www.mdn-mines.com) et sur SEDAR (www.sedar.com).

NATURE DES ACTIVITÉS

Les activités de la Société consistent à acquérir, explorer et développer des propriétés minières. Dans le cadre de la réalisation de ses objectifs, la Société est susceptible de signer divers accords spécifiques à l'industrie minière, tels que l'achat et les options d'achat de propriétés d'exploration et des accords de partenariats. La Société, à titre de partenaire avec African Barrick Gold, possède une participation de 30 % dans les surplus de liquidités générés par l'exploitation de la mine d'or Tulawaka. Elle explore également d'autres propriétés minières et n'a pas encore déterminé si ces autres propriétés contiennent des actifs miniers économiquement viables.

La Société détient des intérêts dans des propriétés situées dans les régions suivantes :
Tanzanie, Afrique de l'Est : MDN est impliquée sur différents projets totalisant 757 km² d'exploration dans la région du Lake Victoria Goldfield et aussi dans une entente de co-participation, entre African Barrick Gold 70% et MDN 30%, quant à la mine Tulawaka et ses permis adjacents.

Québec : Le Tac, Lac Shortt, L'Espérance, et MCGold, dans la région de Chibougamau et Isle-Dieu dans la région de Matagami. De plus, MDN développe une étude de faisabilité sur le projet Crevier, situé au nord du lac-St-Jean.

FAITS SAILLANTS DU PREMIER TRIMESTRE 2011

- Une perte nette attribuable aux actionnaires de la société de 876 031 \$ ou 0,006 \$ par action comparativement à une perte nette de 1 412 320 ou 0,014 \$ par action au cours de la même période en 2010. Cette perte résulte en grande partie à l'entente qui existe depuis 2010 entre, les deux partenaires de la mine Tulawaka, qui se sont entendus sur l'exécution d'un programme agressif d'exploration visant à étendre la vie de la mine, ce qui grandement les liquidités disponibles pour distribution.
- La mine d'or Tulawaka en Tanzanie a produit globalement 19 606 onces d'or à une teneur usinée moyenne de 5,92 g/t d'or et un taux de récupération à l'usine de 93,6%. Pour la même période en 2010 la production était de 14 588 onces d'or à une teneur d'usinage moyenne de 4,09g/t d'or, résultant d'une production du minerai sous terre plus élevée de 56% et ayant une teneur moyenne supérieure de 42%.
- Au premier trimestre de 2011, l'opération de la mine d'or Tulawaka sous terre a généré 43 053 tonnes à une teneur de 12,8 g/t comparativement à la même période en 2010 alors que la production sous terre avait été de 27 544 tonnes à une teneur moyenne de 9,04 g/t d'or. Cette augmentation de la production est le résultat des investissements effectués en 2010 pour améliorer l'efficacité générale de la mine souterraine.
- Les coûts totaux en liquidités pour produire une once d'or ont été de 738 US\$ alors qu'ils étaient de 558 US\$ en 2010.
- La mine d'or Tulawaka a vendu 18 350 onces d'or sur le marché « spot » à un prix moyen de 1 398 US\$.
- Les dépenses en immobilisations de la mine au cours du trimestre s'élevaient à 3,9 millions \$ comparativement à 2,3 millions \$ à la période correspondante de l'an dernier. Au cours du trimestre, Tulawaka a poursuivi son programme intensif de forage d'exploration dans le but de prolonger la durée utile de la mine. Ce programme était soutenu par un investissement dans de l'équipement minier additionnel afin d'accroître le développement relié au programme d'exploration. Au cours du trimestre, le forage d'exploration capitalisé, le capital de développement et le capital de maintien ont chacun représenté des dépenses de 1,3 million de \$.

- Un programme de forage sur le projet Ikungu a commencé au cours du premier trimestre avec comme objectif de poursuivre l'exploration des extensions est et ouest de cette structure minéralisée.
- L'étude de faisabilité du projet Crevier a continué tout au long du premier trimestre.
- Suite à l'exécution de la deuxième tranche d'investissement en travaux d'exploration de 2 000 000\$ dans Les Minéraux Crevier Inc. (MCI) le 21 janvier 2011, le conseil d'administration de la Société a autorisé l'exercice de l'option qui permet d'augmenter sa participation dans MCI de 5% et a approuvé le programme d'investissement en travaux additionnels de 2 000 000\$.

DEVELOPPEMENT DU PROJET CREVIER.

L'étude de faisabilité commencée au début de 2010 suit son cours tel que planifié par le programme de développement de la propriété Crevier. Toutefois un retard au niveau de la préparation et de l'exécution du test en usinage pilote va provoquer un retard dans la préparation générale de l'étude de faisabilité. L'étude ne pourra pas être terminée tel que prévu à la fin du premier semestre et sera terminée au cours du second semestre.

Au cours du premier trimestre, les principales activités ont été :

- Le plan de minage et ressources minérales à l'intérieur de la fosse;
- Le développement métallurgique et de l'usine de flottation;
- L'étude de référence environnementale (Base Line);
- La caractérisation géotechnique de la localisation des infrastructures.

Plan de minage et ressources minérales à l'intérieur de la fosse :

Tout au long du trimestre, nos consultants Met-Chem et SGS Geostat ont revu et optimisé le modèle d'estimation de la ressource. Le modèle a été revu en fonction de la nouvelle topographie de la propriété, l'intégration des forages effectués en 2010 et les critères d'évaluation ont été revus en fonction de l'augmentation du prix des métaux. Les travaux d'optimisation de la valeur économique de la fosse sont en cours afin d'en définir les paramètres économiques optimaux. La quantité de stérile dans la fosse et l'optimisation du ratio stérile-minerai est en cours de révision.

Au niveau du minage, deux scénarios sont en cours d'évaluation : le minage avec notre équipement propre et un minage en utilisant les services d'un entrepreneur minier. Des soumissions budgétaires ont été envoyées pour supporter l'analyse économique des deux scénarios.

Le développement métallurgique et de l'usine de flottation :

Au cours du premier trimestre, le développement métallurgique a été consacré exclusivement à la préparation et la mise en place du test d'usinage en usine pilote. À ce niveau, nous avons pris du retard sur la cédule originale du à l'augmentation de l'activité minière en général et à l'achalandage qui en résulte chez les différents intervenants impliqués dans la mise en place du test d'usinage. Le test d'usinage a commencé à la fin du mois de février et a été complété au cours du mois de mars. Le test en usinage a été développé selon les critères de design établis lors des tests en laboratoires complétés en 2010. L'usine a traitée 215 tonnes de minerai de Crevier. Le test d'usinage avait trois objectifs : confirmer la métallurgie du procédé dans un environnement d'usine, confirmer les critères de design et produire le concentré nécessaire pour la poursuite des travaux sur le procédé de lixiviation. La compilation et l'interprétation des données de ce test en usine pilote sont toujours en cours d'analyse.

Au cours du test d'usinage, un programme d'échantillonnage géochimique a été mis en place pour la caractérisation des résidus miniers et de l'eau de procédé nécessaire pour le design des parcs à résidus miniers et la gestion de l'eau en général.

Le design de l'usine de flottation est en cours de préparation et plusieurs modules ont été complétés. L'achèvement de l'usine dépendra les résultats finaux découlant de l'usinage en usine pilote.

Étude de référence environnementale (Base Line) :

Les travaux de terrain reliés aux inventaires sont complétés. Le rapport de l'étude de référence environnementale sera disponible pour être intégré à l'étude de faisabilité tel que prévu par le calendrier général de la préparation de l'étude de faisabilité. Lorsque les différentes composantes opérationnelles du projet seront mieux définies, un rapport sur les impacts potentiels et leur atténuation sera préparé pour compléter l'étude environnementale du projet Crevier.

La caractérisation géotechnique de la localisation des infrastructures :

L'investigation de terrain reliée à la caractérisation du massif rocheux dans le secteur des parcs à rejets, de l'empilement du stérile et de la localisation de l'usine de flottation a été complété au cours du premier trimestre. Ces données serviront de base pour la préparation du design de ces différentes infrastructures. Le design de ces infrastructures est en cours de préparation, toutefois le processus de préparation est retardé en raison du délai encouru par le test d'usinage. Plusieurs paramètres découlant du test en usine pilote sont nécessaires à la préparation du design de ces différentes infrastructures.

ACTIVITÉS D'EXPLORATION

TANZANIE

Au premier trimestre 2011 les forages sur la propriété Ikungu ont été nos activités d'exploration principales.

Ikungu

La campagne de forage a commencé le 20 janvier 2011 avec une seule machine de type RC au lieu de deux (1 RC & 1DDH) comme prévu en décembre. La seconde foreuse à diamant est arrivée sur le site le 31 mars 2011 plutôt que le 20 janvier 2011, dû à des problèmes de logistique de la part de l'entrepreneur.

Le programme a débuté avec les clôtures de forage pour tester des anomalies des sols situées sur les extensions ouest et est de la zone minéralisée. Les sections 970E, 1195E situées à l'ouest et les sections 4180 E et 4590 E à l'est sont complétées. Les analyses pour la partie ouest sont disponibles et celles de la partie est sont en cours d'analyse et seront disponibles au cours du mois de mai.

La structure minéralisée a été recoupée à la section 970E avec une intersection de 2,87 g/t Au sur 2 m ce qui confirme la présence de la structure minéralisée vers l'ouest. Ces forages à l'ouest avaient pour but de tester un enrichissement aurifère des sols, situé à 400 m du sondage IKBH 42 (2,15 g/t Au sur 6,2 m et 1,54 g/t Au sur 21,45 m) vérifiant la structure minéralisée. Les résultats IKBH-48 et IKBH 42 ensemble prouvent l'allongement de cette structure de 1 km vers l'ouest à partir du dernier forage IKD-33 (2,66 g/t Au sur 5,36 m) ce qui augmente le potentiel pour des tonnages additionnels.

À l'est de la propriété, les forages de la portion sud des clôtures de forage ont recoupé des roches volcaniques favorables à la minéralisation contrairement à la portion nord qui a recoupé des roches intrusives granitiques qui ne sont pas favorables à une minéralisation aurifère. Les analyses sont en cours. Les forages qui ont recoupé les volcaniques sont situés entre 500 et 800 mètres au sud-est de la dernière intersection IKD-43 (1,21 g/t Au sur 2,73 m).

Le 17 mai 2011, MDN a annoncé les résultats positifs d'analyse du forage IKBH-71 qui confirme la présence de l'horizon minéralisé Ikungu vers le sud-est. Le forage IKBH-71 a intercepté 13,43 g/t Au sur 2,00 m et 1,83 g/t Au sur 5,00 mètres. Un total de 21 sondages à circulation inverse d'une longueur entre 70 et 125 mètres de profondeur chacun ont été complétés de manière systématique en formant 2 clôtures de forage sur les sections 4180E et 4590E. Les 2 clôtures de forage avaient pour objectif de localiser l'extension est de la zone Ikungu entre la dernière intersection (la valeur aurifère la plus à l'est de la structure Ikungu) du forage IKD-43 (1.21g/t sur 3.73 m) et l'intrusif granitique située à la bordure de la propriété. Les résultats indiquent que l'extension est de la minéralisation a été déplacée de façon importante vers le sud. La grande majorité des forages situés sur l'extension directe ont recoupé le granite qui n'est pas favorable à la

minéralisation. C'est le forage IKBH-71 (13.43 g/t sur 2.00 m et 1.83 g/t sur 5.00m) celui le plus au sud de la clôture de forage qui a réussi à localiser l'extension vers l'est de l'horizon favorable à la minéralisation. Le forage a recoupé l'horizon 860m au sud-est de la minéralisation du IKD-43. Ce déplacement vers le sud-est a pour conséquence favorable d'ouvrir plus d'espace pour l'exploration vers l'est qu'il était anticipé avant le programme.

La structure minéralisée se poursuivrait au sud-est sur environ 1400 m avec le forage IKBH-71 situé au milieu de cette zone, selon l'interprétation des résultats de cette campagne de forage, des travaux de cartographie, des résultats antérieurs des levés géochimiques et géophysiques. La structure Ikungu est maintenant connue sur une longueur de plus de 4 km.

Toutes les données de forage de 2010 ont été compilées afin de mettre à jour les blocs minéralisés en section, et faire une estimation par polygones en section. Une évaluation conceptuelle sommaire du potentiel de minéralisation du gîte Ikungu a été calculée à l'interne par l'équipe de MDN. L'interprétation géologique des zones minéralisées s'est effectuée sur des sections transversales regardant vers l'azimut 290°. La plupart des sections comptent au moins deux sondages. Au total, 20 sections transversales ont été interprétées avec des intersections minéralisées et 52 intersections minéralisées ont été définies dans 36 trous de forages. Les épaisseurs vraies ont été calculées sur la base hypothétique que des zones minéralisées ont une direction de 110° et un pendage de 70° vers le sud.

Une méthode alternative en section longitudinale a été effectuée en extrapolant des valeurs jusqu'à la mi-distance entre les intersections. Les estimés obtenus par les deux techniques sont que le gîte Ikungu a un estimé conceptuel de 1 786 760 tonnes à 9 038 247 tonnes à une teneur allant de 9,10 et 3,72 g/t Au, pour 522 000 à 1 000 000 onces d'or. Il est important de considérer que la quantité et la teneur sont hypothétiques, que les estimations sont conceptuelles, que l'exploration n'est pas suffisante pour délimiter des ressources minérales et qu'il n'est pas certain qu'une exploration plus poussée permettrait d'établir la présence de ressources. Par contre, l'estimation démontre que la propriété Ikungu a un bon potentiel aurifère.

DÉVELOPPEMENT DES AFFAIRES

MDN demeure avant tout une compagnie vouée à l'exploration aurifère et prévoit continuer avec African Barrick Gold le développement de la mine Tulawaka. Sur ses propriétés d'exploration, la plus grande partie de son budget d'exploration en Tanzanie sera consacrée à la propriété aurifère d'Ikungu.

Le 1 avril 2011, la compagnie a accru son investissement dans le projet Crevier (niobium et tantale) au Québec. MDN a porté à 72,5 % son équité dans le projet tandis qu'Iamgold en détient maintenant 27,5 %. Tout au long de l'année, MDN poursuivra la préparation de l'étude de faisabilité avec comme objectif d'obtenir les paramètres économiques et techniques qui permettront de prendre une décision quant à la possibilité de continuer le développement du projet Crevier dans le futur.

De nombreuses rencontres ont été tenues avec des institutions financières pour promouvoir la qualité de nos propriétés d'exploration et la qualité du projet Crevier et aussi dans le but d'évaluer les options que nous avons pour le financement de la construction du projet Crevier.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Pour les trois mois terminés les 31 mars	2011	2010
<i>(En milliers de dollars, sauf pour les montants par action)</i>		
Produits	46 \$	33 \$
Frais d'administration	807 \$	1 477 \$
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires de la société	(876) \$	(1 412) \$
Bénéfice net (perte nette) par action de base et dilué	(.006) \$	(0,014) \$
<hr/>		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	98 444	95 376

Résultats

Les produits de MDN sont historiquement attribuables aux redevances provenant de l'exploitation de la mine d'or Tulawaka. L'entente entre les deux partenaires de la mine Tulawaka au début de 2010 pour l'exécution d'un programme agressif d'exploration visant à étendre la vie de la mine, a réduit les liquidités disponibles pour distribution. Ce programme s'est poursuivi pendant le premier trimestre 2011 soutenu par un investissement dans de l'équipement minier additionnel afin d'accroître le développement relié au programme d'exploration. Dû à ces éléments, il n'y a pas eu de distribution de royalties de la mine pour le premier trimestre 2011. Les produits financiers reçus représentent les revenus d'intérêts provenant des différents placements de l'entreprise.

Les frais d'administration se sont établis à 807 409 \$ (dont 11 308\$ attribuables à MCI) comparativement à 1 477 095\$ en 2010. Les frais d'administration comprennent notamment des frais de gestion de 157 644 \$ (110 937\$ en 2010) représentant 3 % de l'ensemble des frais d'opérations du projet Tulawaka facturés par l'opérateur; des honoraires professionnels de 179 220 \$ (411 942 \$ en 2010), année où, l'entreprise avait encourus des frais de 133 406\$ principalement attribuable à des frais légaux, de vérification comptable, de communications et d'analyse pour l'acquisition de MCI, de plus, l'entreprise a résilié deux contrats de consultation (gestionnaire en Tanzanie et conseiller au président (51 350\$) et transféré un poste contractuel en poste salarié (49 325\$). Des charges de rémunération à base d'action de 12 583\$ (149 620\$ en 2010) dues à l'attribution d'options d'achat d'actions pendant la période, des charges salariales de 256 191\$ (559 357\$ en 2010), diminution attribuable à l'enregistrement actualisé d'une indemnité de départ en 2010 partiellement réduite par le transfert du poste contractuel et des frais de développement de projets pour une valeur de 38 275\$ en 2010 en comparaison à des frais de 54\$ en 2011.

Bénéfice net

Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2011, la Société a enregistré une perte nette de 890 450 \$ ou 0,006 \$ par action comparativement à une perte nette de 1 432 937 \$ ou 0,014 \$ par action pour la même période en 2010.

La perte nette par action a été calculée selon le nombre moyen pondéré de 98 444 024 actions ordinaires en circulation au 31 mars 2011 comparativement au nombre moyen pondéré de 95 376 362 actions ordinaires en circulation au 31 mars 2010.

Résultats futurs

Les résultats futurs de la Société seront influencés principalement par le montant des redevances de participation provenant des liquidités disponible de l'exploitation de la mine d'or Tulawaka, ainsi que des programmes d'exploration de l'entreprise

Situation financière	<i>31 mars</i> 2011	<i>31</i> <i>décembre</i> 2010
<i>(En milliers de dollars)</i>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 582 \$	4 975 \$
Placements	5 733 \$	5 739 \$
Impôts miniers à recevoir	478 \$	346 \$
Créances	2 304 \$	1 660 \$
Actifs de prospection et d'évaluation	33 029 \$	31 687 \$
Total de l'actif	47 151 \$	47 272 \$
Capital-actions	62 824 \$	62 824 \$
Avoir des actionnaires	41 731 \$	42 594 \$

LIQUIDITÉS ET SITUATION FINANCIÈRE

Trésorerie, équivalents de trésorerie et dépôts à terme

Au 31 mars 2011, les liquidités de la Société, constituées de l'encaisse, des placements et des dépôts à terme, s'élèvent à 8 314 618 \$ comparativement à 10 713 786 \$ au 31 décembre 2010. Cette diminution est principalement due à l'augmentation des actifs de prospection et d'évaluation.

Impôts miniers à recevoir

Au 31 mars 2011, les crédits d'impôts miniers à recevoir représentent 477 775 \$ comparativement à 346 004 \$ au 31 décembre 2010.

Créances

Au 31 mars 2011, les créances représentaient 2 304 270\$ principalement attribuable au crédit ressources de 1 421 040 \$, des intérêts à recevoir sur placements (72 390\$), des remboursements de TPS et TVQ (170 503\$) et 585 872\$ de remboursement de taxes de vente tanzanienne.

Propriétés minières

Durant la période de trois mois terminée le 31 mars 2011, la Société a déboursé 43 632\$ pour le paiement des frais annuels sur le terrain Ikungu, ainsi que 15 023\$ sur le terrain Nikonga.

Actifs de prospection et d'évaluation

Durant la période de trois mois terminée le 31 mars 2011 la Société a déboursé 2 145 992 \$ en actifs de prospection et d'évaluation. De ce montant, 286 478 \$ ont été dépensés pour les propriétés en Tanzanie, principalement sur la propriété Ikungu. La Société a également effectué des travaux au Québec pour une valeur de 1 859 514\$ principalement sur la propriété Crevier.

Actif, avoir des actionnaires et liquidités

Le total de l'actif est de 47 150 590 \$ au 31 mars 2011 par rapport à 47 272 468 \$ au 31 décembre 2010.

L'avoir des actionnaires était de 41 730 793 \$ au 31 mars 2011 en comparaison avec 42 594 241\$ au 31 décembre 2010, la variation étant principalement attribuable aux résultats de la période.

Les liquidités de la Société à court et long terme sont suffisantes pour le paiement des frais d'administration, le financement des activités d'exploration et pour soutenir le plan de croissance de la Société.

LIQUIDITÉS ET SITUATION FINANCIÈRE

Capital-actions

Durant la période de trois mois terminée le 31 mars 2011, la société n'a pas émis de nouvelles actions. Au 31 mars 2011, le nombre d'actions en circulation était donc de 98 444 024, soit le même qu'au 31 décembre 2010.

Besoins de liquidités pour l'exercice financier en cours

La production d'or a débuté en mars 2005 à la mine Tulawaka. À partir de l'exploitation de la propriété minière et des liquidités disponibles selon l'entente de partenariat, la Société reçoit une quote-part de 30 %. Pour l'exercice financier en cours, soit du 1er janvier au 31 décembre 2011, les besoins en liquidités de la Société sont évalués à 9 000 000 \$ approximativement et comprennent notamment les frais fixes et les dépenses d'exploration en Tanzanie, au Québec ainsi que dans MCI. Sans même prendre en considération les revenus générés par les versements futurs des excédents en liquidités, qui devraient être versés par la mine Tulawaka en 2011, la Société possède les liquidités requises pour combler ses besoins de l'exercice 2011.

FACTEURS DE RISQUE

Le principal revenu de la Société provient de redevances générées par l'exploitation de la mine Tulawaka en Tanzanie, laquelle est en production depuis mars 2005 et dont la durée de vie demeure liée aux réserves aurifères exploitables. Les travaux d'exploration mis en place sur Tulawaka ont pour objectif de prolonger la durée de vie de la mine qui, en date du 31 mars 2011, reste à définir par l'opérateur dans un contexte de développement souterrain.

À l'exception de son investissement dans MCI qui est au stade de l'évaluation, les autres propriétés minières détenues par la Société n'en sont qu'au stade de l'exploration. La rentabilité à long terme de la Société sera liée en partie aux coûts et au succès des programmes d'évaluation et d'exploration et de mises en valeur subséquentes, lesquelles pourront également être influencées par différents facteurs. Parmi ces facteurs, il faut considérer les attributs des gisements miniers éventuels, soit la qualité et la quantité des ressources, ainsi que les coûts de développement d'une infrastructure de production, les coûts de financement, la valeur marchande de l'or et la nature compétitive de l'industrie.

Des investissements importants sont nécessaires pour mener à terme les programmes d'évaluation et d'exploration et de développement de réserves. S'il y avait absence de flux de trésorerie générés par une exploitation minière, la Société dépendrait des marchés de capitaux pour financer ses activités d'exploration et de développement. Dans ce contexte, les conditions de marché et autres événements imprévisibles pourraient avoir un impact sur la capacité de la Société à obtenir les fonds requis à son développement.

Cours des minéraux

Des facteurs indépendants de la volonté des dirigeants de la Société peuvent influencer sur la valeur marchande de l'or, des métaux de base ou de tout autre minéral découvert. Les cours des ressources ont fluctué considérablement, particulièrement durant les dernières années. Les répercussions de ces facteurs ne peuvent être prévues avec précision.

Risques non assurés

La Société peut devenir assujettie à la responsabilité découlant des phénomènes naturels, de la pollution ou d'autres risques contre lesquels elle ne peut s'assurer ou choisit de ne pas le faire en raison du coût élevé des primes ou pour d'autres motifs. Le paiement d'indemnités découlant de ces responsabilités diminuerait ou pourrait éliminer les fonds disponibles pour les activités d'exploration et d'extraction. De plus, comme la Société fait affaires avec des pays étrangers, elle doit se soumettre aux autorités et politiques gouvernementales de ceux-ci.

Opérations entre apparentés

En 2010, dans le cadre de l'acquisition de MCI, la Société a versée 459 000 \$ et a émis 1 488 790 actions à son actuel président et à un administrateur en contrepartie des 600 000 actions qu'ils détenaient dans MCI (représentant 15 % des actions en circulation de MCI). De plus, au cours de la période la Société a versé des honoraires professionnels de 18 000 \$ à ce même administrateur.

Ces opérations effectuées dans le cours normal des activités de la Société, ont été effectuées à la valeur d'échange qui représente la valeur de la contrepartie établie et acceptée par les parties.

Depuis le troisième trimestre 2010, suite à l'émission des actions du régime d'intéressement à long terme, la Société a consenti un prêt à deux de ses dirigeants pour une valeur de 62 400\$. Ce prêt, portant intérêt au taux de 1%, est remboursable en tout temps, en tout ou en partie et son remboursement intégral sera exigible le 31 décembre 2012. Si l'emprunteur cesse d'être un employé du prêteur, le prêt devient exigible immédiatement.

Instruments financiers et gestion des risques financiers

a) Instruments financiers

Les actifs financiers non dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, majorée des coûts de transaction directement attribuables.

Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Après la comptabilisation initiale, les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué des pertes de valeur.

La Société a classé la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les investissements temporaires, les créances et les investissements à long terme comme des prêts et créances.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les soldes de trésorerie et les dépôts à vue dont l'échéance initiale est inférieure ou égale à trois mois.

Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net

Un actif financier est classé comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net s'il est classé comme étant détenu à des fins de transaction ou s'il est désigné comme tel au moment de la comptabilisation initiale. Les actifs financiers sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net si le Groupe les gère et prend des décisions d'achat ou de vente en fonction de leur juste valeur, conformément à sa stratégie dûment documentée de gestion des risques ou d'investissement. Au moment de la comptabilisation initiale, les coûts de transaction directement attribuables sont comptabilisés dans le bénéfice (la perte) à mesure qu'ils sont engagés. Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont évalués à leur juste valeur, et les variations de celle-ci sont comptabilisées dans le bénéfice (la perte).

Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net incluent :

- L'option d'acquérir des actions additionnelles de MCI, qui correspond à un instrument dérivé classé par conséquent comme étant détenu à des fins de transaction;
- La débenture convertible qui a été désignée à la juste valeur par le biais du résultat net au moment de sa comptabilisation initiale.

Ces actifs financiers sont présentés dans l'état de la situation financière au 1er janvier 2010 sur la ligne Participation dans une entreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

Passifs financiers

La Société a classé ses fournisseurs et autres créiteurs ainsi que son passif à long terme en tant que passifs financiers au coût amorti. Après la comptabilisation initiale, ces passifs financiers sont mesurés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

b) Risque de change

La Société réalise ses produits de redevances et assume des frais d'exploration en dollars américains. Conséquemment, elle est exposée au risque de change.

Les soldes libellés en devises étrangères se présentent comme suit :

	31 mars 2011	31 décembre 2010	1er janvier 2010
	\$ US	\$ US	\$ US
Encaisse	201 938	176 492	989 390
Créances	—	—	2 994 379
Comptes fournisseurs et charges à payer	500 414	337 827	268 049

Au 31 mars 2011, si le taux de change (\$ CA / \$ US) avait varié de 5 % à la hausse ou à la baisse, le résultat net aurait été respectivement supérieur ou inférieur d'approximativement 55 440 \$ (approximativement 8 000 \$ au 31 décembre, 2010 et 195 000 \$ au 1er janvier, 2010). Au cours de la période la perte de change nette était de 50 964\$ comparé à une perte de 131 568\$ en 2010.

c) Risque de crédit

La Société investit sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie et ses placements dans des titres de haute qualité émis par des institutions financières canadiennes. Également, la Société en investit une partie dans des certificats de placement garanti et dans des obligations de sociétés cotées afin de réduire son exposition au risque de crédit.

d) Risque de liquidité

La Société gère son risque de liquidité par l'utilisation de budgets permettant de déterminer les fonds nécessaires pour faire face à ses plans d'exploration. La Société s'assure aussi que le fonds de roulement disponible est suffisant pour faire face à ses obligations courantes.

Au 31 mars 2011, la Société détient des créances courantes à recevoir totalisant 2 304 270 \$ et des comptes fournisseurs et charges à payer de 1 888 717 \$ venant à échéance au cours des 12 prochains mois.

Au 31 mars 2011, la Société détenait de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, ainsi que des placements temporaires équivalant à 7 292 368 \$. Compte tenu des liquidités dont la Société dispose, en relation avec le moment où les obligations sont dues, la direction estime que le risque de liquidité auquel la Société est exposée est faible.

Instruments financiers et gestion des risques financiers (suite)

e) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt désigne le risque que la juste valeur ou les flux monétaires futurs liés à un instrument financier fluctuent en fonction des changements des taux d'intérêt du marché.

La Société détient la majeure partie de sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie dans des comptes qui portaient intérêt et qui ne sont exposés qu'à des variations de flux monétaires futurs qui proviendraient de changements des taux d'intérêt du marché. Les placements temporaires et les placements à long terme sont principalement constitués d'obligations et de certificats de placement garanti échéant dans moins de dix-huit mois et sont exposés au risque de taux d'intérêt sur leur juste valeur. Cependant, le risque lié à la juste valeur n'est pas important compte tenu de la période relativement courte des échéances des instruments et des montants en cause. Une fluctuation des taux d'intérêt du marché de 100 points de base n'aurait donc pas d'impact important sur les résultats financiers de la Société.

POLITIQUE DE DIVIDENDE

Depuis la date de sa constitution, la Société n'a déclaré ni versé aucun dividende sur ses actions ordinaires. Toute décision de verser des dividendes aux détenteurs d'actions ordinaires de la Société sera prise par le conseil d'administration selon son évaluation de la situation financière de la Société, tout en tenant compte des besoins de financement pour assurer sa croissance future et d'autres facteurs que le conseil d'administration pourrait juger pertinents dans les circonstances.

NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRES

Le 1^{er} janvier 2011, les Normes internationales d'information financières (les << IFRS >>) sont devenues les PCGR du Canada pour les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes. Ainsi, les états financiers intermédiaires de MDN Inc. pour le premier trimestre de 2011 sont présentés conformément aux IFRS, et les chiffres comparatifs de 2010 ont été retraités.

La Société a élaboré et mis en œuvre un plan de transition afin de commencer à présenter son information financière conformément aux IFRS à compter du 1^{er} janvier 2011. Le plan de transition comprenait une phase d'évaluation, une phase de conception et une phase de mise en œuvre. Chacune de ces phases incluait des activités spécifiques à exécuter tout au long du projet permettant la préparation des premiers états financiers intermédiaires de la société selon les IFRS pour le premier trimestre de 2011.

Au cours de 2011, la Société continuera de mettre en œuvre la phase finale de son plan de transition. Les activités à cet égard comprennent la mise en œuvre de changements qui doivent être apportés aux processus d'affaires et au contrôle interne de la société, la mise à l'essai des contrôles internes sur lesquels la transition aux IFRS a une incidence, la surveillance des faits nouveaux sur les plans comptable et réglementaire et l'évaluation de leurs incidences sur la

présentation de l'information financière ainsi que le respect continu des exigences en matière de présentation et d'information.

Rapprochement des PCGR du Canada et des IFRS

Il s'agit des premiers états financiers consolidés intermédiaires résumés du Groupe établis conformément aux IFRS.

Les méthodes comptables énoncées à la note 3 des états financiers ont été appliquées aux fins de l'établissement des états financiers de la période close le 31 mars 2011, des informations comparatives figurant aux présents états financiers au 31 décembre 2010 et de la période close le 31 mars 2010 et d'un état de la situation financière d'ouverture en IFRS au 1er janvier 2010 (soit la date de transition du Groupe).

Ajustement importants au tableau des flux de trésorerie pour 2010

Les intérêts reçus ont été présentés séparément dans le corps du tableau des flux de trésorerie, dans la catégorie des activités d'exploitation. Il n'y a pas d'autres différences importantes entre le tableau des flux de trésorerie présentés selon les IFRS et l'état des flux de trésorerie présenté selon les PCGR canadiens.

a) Acquisition de MCI

Le 16 février 2010, la Société a obtenu le contrôle de MCI. En vertu des PCGR canadiens, MCI n'a pas été considérée comme une entreprise et en tant que tel cette acquisition n'a pas été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises, mais plutôt comme une acquisition d'actifs nets. Toutefois, dans la mesure où la Société a pris le contrôle de MCI, cette dernière a été considérée comme une filiale dont les actifs et passifs ont été consolidés. Ce traitement comptable est conforme aux normes IFRS, à l'exception des deux différences suivantes :

La participation ne donnant pas le contrôle a été comptabilisée au prorata de la valeur comptable nette de l'actif net de MCI, tandis que selon les normes IFRS, elle est comptabilisée à sa juste valeur à la date à laquelle la Société a obtenu le contrôle de MCI. Cette différence a entraîné une augmentation dans la participation ne donnant pas le contrôle de 1 518 089 \$, la contrepartie étant une augmentation des propriétés minières pour le même montant.

Des passifs d'impôts différés ont été comptabilisés en vertu des PCGR canadiens suite à cette transaction, tandis que selon les normes IFRS, un passif (actif) d'impôt différé n'est pas reconnu s'il découle de la comptabilisation initiale d'un actif ou un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises, et qui au moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable. Par conséquent, les passifs d'impôts différés de 1 866 601 \$, enregistrés en vertu des PCGR canadiens, ont été renversés selon les normes IFRS avec une diminution correspondante des propriétés minières. De plus, pendant l'exercice 2010, un actif d'impôt différé de 180 701 \$ enregistré en PCGR canadiens a été renversé en IFRS dans la mesure où il n'y avait plus de passifs d'impôts différés pour les compenser.

b) *Classement des autres instruments financiers*

Les espèces, quasi-espèces, les placements temporaires et les placements à long terme ne répondent pas aux critères de classification de la juste valeur par le biais du résultat en vertu des IFRS, dans la mesure où ils ne sont pas gérés sur une base de juste valeur mais plutôt en fonction de leur échéance, et qu'ils ne sont pas négociés sur un marché actif. Selon les PCGR Canadiens, ces instruments étaient classés en actifs financiers détenus à des fins de transaction.

En vertu des normes IFRS, les espèces, les quasi-espèces, les placements temporaires et les placements à long terme sont classés comme prêts et créances. En ce qui concerne les espèces et quasi-espèces, ce changement de classification n'a pas d'impact monétaire sur les états financiers consolidés étant donné que la juste valeur de ces instruments se rapproche du coût; par conséquent, il s'agit uniquement d'une différence de divulgation.

En ce qui concerne les placements temporaires et les placements à long terme, ce changement n'a pas eu d'impact matériel. Toutefois, des reclassements ont été enregistrés dans tous les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière et les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global.

Les intérêts à recevoir en vertu des PCGR canadiens ont été présentés dans les placements temporaires aux montants de 10 042 \$, 48 950 \$ et 38 636 \$ au 1er janvier 2010, au 31 mars 2010 et au 31 décembre 2010, respectivement. En vertu des IFRS, ces montants ont été reclassés dans les créances.

Les variations de la juste valeur des instruments détenus à des fins de transaction aux montants de 25 264 \$ et 60 730 \$ pour la période de trois mois close le 31 mars 2010 et pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, respectivement, ont été enregistrées en vertu des PCGR canadiens. En vertu des IFRS, ces montants ont été reclassés contre les produits financiers dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global.

c) *Changement de la monnaie fonctionnelle de MDN Tanzanie Ltd.*

Les ajustements liés aux effets de change sont reliés à un établissement à l'étranger intégré selon les PCGR canadiens. Les IFRS ne font pas de distinction entre un établissement à l'étranger intégré et un établissement à l'étranger autonome et la méthode du taux de clôture doit être appliquée à toutes les sociétés dont la devise fonctionnelle est différente de la devise de présentation, résultant ainsi en un ajustement lors de la transition aux IFRS.

Au 1er janvier 2010, au 31 mars 2010 et au 31 décembre 2010, ce changement a généré des écarts de conversion enregistrés dans le cumul des autres éléments du résultat global respectivement de 273 059 \$, 536 307 \$ et 810 573 \$. Des pertes de 263 248 \$ et de 537 514 \$ ont été enregistrées dans les autres éléments du résultat global pour la période de trois mois close le 31 mars 2010 et pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, respectivement.

Également, des pertes de change étranger de 12 308 \$ et 39 578 \$, présentées dans les charges financières pour chacune des périodes, respectivement, ont été comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

d) Crédits de droit minier différés

La Société a engagé des frais de prospection et d'évaluation qui ont été capitalisés, mais dont certains frais ne seront pas déductibles dans le futur aux fins du crédit d'impôt minier. Des passifs d'impôts différés ont été comptabilisés selon les PCGR canadiens sur ces éléments de néant, néant et 19 000 \$ au 1er janvier 2010, au 31 mars 2010 et au 31 décembre 2010, respectivement. Selon les IFRS, un passif (actif) d'impôt différé n'est pas reconnu lorsqu'il est issu de la comptabilisation initiale d'un actif ou passif dans le cadre d'une transition qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, à la date de la transaction, n'affecte ni le résultat comptable ni le résultat fiscal. Par conséquent, les passifs d'impôt différé mentionnés ci-dessus reconnus selon les PCGR canadiens ont été renversés selon les IFRS, avec pour contrepartie une diminution du déficit.

e) Déficit

Les changements ci-dessous augmentent (diminuent) le déficit (chacun après impôt) comme suit :

	Note	1 ^{er} janvier 2010	31 mars 2010	31 décembre, 2010
Pertes de change étranger reclassées dans les autres éléments du résultat global	c)	– \$	12 308 \$	39 578 \$
Ajustement d'impôt relatif à l'acquisition de MCI	a)	–	–	(180 701)
Ajustement d'impôt relatif aux crédits de droits miniers différés	d)	–	–	19 000
Augmentation (diminution) du déficit		– \$	12 308 \$	(122 123)\$

f) Reclassement au sein de l'état consolidé du résultat global

Les intérêts reçus sur comptes bancaires, la charge de désactualisation de l'autre passif à long terme et les pertes de change sont classés au sein des postes de produits financiers et charges financières selon les IFRS tandis qu'ils étaient présentés en produits, charges administratives et autres postes séparés selon les PCGR canadiens.

Méthodes comptables IFRS

Les principales méthodes comptables selon les IFRS de la société sont présentées dans les états financiers intermédiaires du premier trimestre de 2011, et les modifications comptables qui en découlent sont indiquées dans le rapprochement avec les PCGR du Canada. Les exemptions à l'application rétrospective complète choisies par la société conformément à l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière* sont également indiquées dans les états financiers intermédiaires du premier trimestre de 2011.

CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information

Le président et le chef des finances ont conçu ou fait concevoir, sous leur supervision, des contrôles et des procédures de communication de l'information afin d'avoir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur soit communiquée, en particulier pendant la période où les documents intermédiaires et annuels sont établis. L'évaluation de la conception des contrôles et des procédures de communication de l'information a été effectuée au 31 mars 2011 par les dirigeants de la Société et sous leur supervision, en l'occurrence le président et le chef des finances. Selon cette évaluation, ceux-ci ont conclu que les contrôles et procédures de présentation de l'information n'étaient pas efficaces pour les raisons énoncées au paragraphe suivant.

Les compagnies de petites tailles comme MDN ne possèdent pas nécessairement toutes les connaissances techniques reliées à l'égard de l'information financière, principalement dans l'interprétation des nouveaux chapitres du manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« l'ICCA ») et à l'extrême complexité technique de certaines transactions qui requiert une compréhension en profondeur des IFRS. Comme résultat, certaines de ces transactions peuvent être comptabilisées incorrectement, potentiellement résultant à une inexactitude significative dans les états financiers de la Société.

Pour adresser ce risque, la compagnie a comme mesure de contrôle de consulter des spécialistes dans ce domaine pour l'aider dans l'interprétation et la comptabilisation de ces transactions non routinières. La direction s'est rendue compte que ce contrôle n'as pas été efficace lors de la préparation des états financiers non vérifiés du premier trimestre 2010, plus spécifiquement en choisissant l'application du nouveau chapitre 1582 du manuel de l'ICCA, Regroupements d'entreprises, lors de l'acquisition des Minéraux Crevier inc. ainsi que dans l'interprétation d'un contrat signé avec un ancien employé de la compagnie. Pour cette raison, la compagnie a dû amender et redresser les états financiers du premier trimestre 2010.

Subséquentement à la période terminée le 31 mars 2010, la direction a apporté les améliorations nécessaires à la conception des contrôles de consultation afin de lui permettre de conclure de leur efficacité dans le futur.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS

a) Émission d'action

Suite à la décision du Conseil d'administration d'approuver l'émission d'actions ordinaires pour l'acquisition d'une participation additionnelle dans MCI de 5 % le 16 mars 2011, la Société a émis 1 531 863 actions à 0,408 \$ par action le 4 avril 2011, générant une augmentation de la participation de la Société dans MCI de 67,5% à 72,5%.

b) Communication avec l'administration fiscale de la Tanzanie

Le 10 mai 2011, la Société a reçu une communication écrite du département des investigations fiscales de la Tanzanie (le « TRA ») exigeant de lui fournir certains documents en rapport avec les opérations et la structure légale de la participation de la Société dans les redevances provenant de l'exploitation de la mine Tulawaka. Cette communication inclut également des calculs provisoires effectués par le TRA présumant que la Société doit des montants substantiels au gouvernement tanzanien relativement à des impôts sur les ventes d'or de la mine Tulawaka et diverses retenues d'impôts portant sur les exercices 2004 à 2010. La Société a transmis subséquemment les informations demandées au TRA et des discussions sont présentement en cours afin de clarifier cette requête. Aux termes de l'entente de co-participation entre la Société, Pangea Goldfields Inc. et Pangea Minerals Limited (l'« Opérateur »), l'Opérateur ne peut distribuer les fonds générés par la mine Tulawaka avant d'avoir payé les impôts dus au TRA. La Société a obtenu une confirmation de l'Opérateur que depuis le début de la production à la mine Tulawaka en 2004, l'Opérateur a toujours payé les impôts dus au TRA.

Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers de la Société au 31 mars 2011 puisque la direction est d'avis que les montants inclus dans cette communication sont non fondés et que la Société ne doit aucun impôt au TRA en rapport avec l'exploitation de cette mine. Tout montant pouvant être déboursé quant à cette éventualité pourrait avoir un impact négatif sur la Société.

c) Changement du crédit de droits miniers remboursable

Le projet de loi no 5 du gouvernement du Québec a reçu une première lecture le 4 mai 2011, faisant en sorte qu'il est devenu quasi adopté selon les IFRS à cette date. Le projet de loi inclut des propositions d'amendement du régime de droits miniers, tel qu'annoncé dans le budget du Québec de 2010, pour les dépenses engagées après le 30 mars 2010. Par conséquent, le taux de droits miniers a augmenté de 12 % à 16 % après le 30 mars 2010, tandis que les taux de crédit de droits miniers ont diminué de 12 % à 7 % du 30 mars 2010 au 31 décembre 2010, puis ils ont augmenté à 7,5 % du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011.

Changement du crédit de droits miniers remboursable (suite)

Pendant le trimestre clos le 30 juin 2011, ces changements résulteront en une augmentation des passifs d'impôts différés et des charges d'impôts différés de 319 644 \$ et une diminution des impôts miniers à recevoir et des impôts exigibles recouvrés de 117 731 \$.

PERSPECTIVES

En 2011, MDN va continuer d'être active dans tous ses principaux secteurs d'activités. La grande majorité de la production de la mine Tulawaka proviendra de la mine souterraine et de la pile de minerai de basse teneur localisée en surface. De plus, un important programme d'exploration sous terre est en cours avec l'objectif d'augmenter la durée de vie de la mine en remplaçant les réserves exploitées.

MDN sera active en Tanzanie en continuant ses propres programmes d'exploration. Les efforts seront concentrés principalement sur la propriété Ikungu. Au Canada, les efforts seront surtout orientés dans la préparation de l'étude de faisabilité pour le projet Crevier et sur les travaux de forage en cours de planification sur la propriété MC Gold.

Tout au long de l'année, notre équipe technique sera à la recherche d'opportunités de développement des affaires en continuant la recherche de propriétés avancées montrant un potentiel de développement rapide et en étant toujours à l'affût de possibles acquisitions pour améliorer la qualité de nos propriétés d'exploration.

Serge Bureau

Président et Chef de la direction

Yves Therrien, CMA

Vice-président, Finances

Montréal, Canada

Le 25 mai 2011

SOMMAIRES FINANCIERS

Les tableaux ci-dessous donnent un sommaire des principaux éléments financiers des trois derniers exercices financiers et des huit derniers trimestres.

POUR LES TROIS DERNIERS EXERCICES FINANCIERS

	2011	2010	2009
	<i>3 mois</i>	<i>12 mois</i>	<i>12 mois</i>
Produits totaux	45 770 \$	134 367 \$	7 109 664 \$
Bénéfice net (perte nette)	(890 450) \$	(3 441 896) \$	824 029 \$
Bénéfice net (perte nette) par action	(0,006) \$	(0,035) \$	0,009 \$
Actifs de prospection et d'évaluation	1 554 710 \$	6 397 268 \$	2 716 069 \$
Créances & Impôts miniers à recevoir	2 782 045 \$	2 005 826 \$	3 358 402 \$
Actif total	47 150 590 \$	47 272 468 \$	45 245 826 \$
Avoir des actionnaires			
Total	41 730 793 \$	44 971 579 \$	44 566 803 \$
Par action	0,42 \$	0,46 \$	0,45 \$

POUR LES HUIT DERNIERS TRIMESTRES

	2011			
	<i>1^{er} trimestre</i>			
Produits totaux	45 770 \$			
Bénéfice net (Perte nette)	(890 450) \$			
Bénéfice net (Perte nette) par action	(0,006) \$			
	2010			
	<i>1^{er} trimestre</i>	<i>2^e trimestre</i>	<i>3^e trimestre</i>	<i>4^e trimestre</i>
Produits totaux	33 347 \$	38 315 \$	27 285 \$	35 420 \$
Bénéfice net (Perte nette)	(1 149 072) \$	(729 878) \$	(500 610) \$	(1 062 336) \$
Bénéfice net (Perte nette) par action	(0,12) \$	(0,008) \$	(0,005) \$	(0,011) \$
	2009			
	<i>2^e trimestre</i>	<i>3^e trimestre</i>	<i>4^e trimestre</i>	
Produits totaux	2 849 265 \$	2 790 286 \$	(445 506) \$	
Bénéfice net	1 153 330 \$	737 649 \$	9 109 124 \$	
Bénéfice net par action	0,012 \$	0,008 \$	(0,020) \$	

Note : Les données de 2009 sont selon les anciennes normes comptables.

États financiers consolidés intermédiaires résumés
(non audité)

MDN INC.

pour les périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

MDN INC.

États financiers consolidés intermédiaires résumés
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

États financiers

États consolidés intermédiaires résumés de la situation financière	1
États consolidés intermédiaires résumés du résultat global.....	2
États consolidés intermédiaires résumés des variations de capitaux propres	3
États consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie.....	4
Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés.....	5

MDN INC.

États consolidés intermédiaires résumés de la situation financière
(non audité)

31 mars 2011, 31 décembre 2010 et 1^{er} janvier 2010

	31 mars 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
Actifs			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 581 968 \$	4 974 737 \$	12 200 029 \$
Placements temporaires (note 5)	4 710 400	4 406 886	5 162 243
Créances	2 304 270	1 659 822	3 534 535
Impôts miniers à recevoir	477 775	346 004	26 756
Frais payés d'avance	19 094	31 473	32 023
Total des actifs courants	10 093 507	11 418 922	20 955 586
Actifs non courants			
Placement dans une entreprise comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence (notes 4 et 6)	–	–	4 128 228
Placements à long terme (note 7)	1 022 250	1 332 163	–
Propriétés minières (note 8)	10 090 615	10 040 154	2 229 470
Actifs de prospection et d'évaluation (note 9)	22 938 804	21 646 987	15 870 229
Immobilisations corporelles	36 623	38 222	42 734
Immobilisations incorporelles	179 020	179 020	179 020
Actifs d'impôts différés	2 789 771	2 617 000	2 069 500
Total des actifs non courants	37 057 083	35 853 546	24 519 181
Total des actifs	47 150 590 \$	47 272 468 \$	45 474 767 \$
Passifs et capitaux propres			
Passifs courants			
Comptes fournisseurs et charges à payer	1 888 717 \$	1 228 514 \$	679 023 \$
Total passifs courants	1 888 717	1 228 514	679 023
Passifs non courants			
Autre passif à long terme	209 534	226 375	–
Passifs d'impôts différés	958 627	846 000	502 000
Total passifs non courants	1 168 161	1 072 375	502 000
Capitaux propres			
Capital social (note 10)	62 823 630	62 823 630	60 505 590
Bons de souscription (note 10)	–	–	74 219
Surplus d'apport	6 527 922	6 515 339	6 569 228
Cumul des autres éléments du résultat global	(1 046 967)	(810 573)	(273 059)
Déficit	(26 573 792)	(25 934 155)	(22 582 234)
Total des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	41 730 793	42 594 241	44 293 744
Participation ne donnant pas le contrôle	2 362 919	2 377 338	–
Total des capitaux propres	44 093 712	44 971 579	44 293 744
Événements postérieurs (note 17)			
Total des passifs et des capitaux propres	47 150 590 \$	47 272 468 \$	45 474 767 \$

Les notes aux pages 5 à 47 font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés et non audités.

MDN INC.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

	Trois mois clos les	
	31 mars	
	2011	2010
Produits		
Redevances provenant de l'exploitation de la mine Tulawaka	– \$	– \$
Frais d'administration (note 12)	807 409	1 477 095
Perte avant produits et charges financiers nets et impôts sur les résultats	807 409	1 477 095
Charge financière nette (note 13)		
Produit financier	45 770	33 347
Charge financière	(63 925)	(146 548)
	(18 155)	(113 201)
Perte avant impôt sur les résultats	(825 564)	(1 590 296)
Impôts recouverts sur les résultats		
Impôts exigibles	(111 364)	–
Impôts différés	(60 144)	(420 607)
	(171 508)	(420 607)
Perte nette	(654 056)	(1 169 689)
Autres éléments du résultat global pour la période		
Écarts de conversion au titre de l'établissement à l'étranger	(236 394)	(263 248)
Résultat global total pour la période	(890 450)\$	(1 432 937)\$
Perte nette attribuable :		
Aux actionnaires de la Société	(639 637)\$	(1 149 072)\$
À la participation ne donnant pas le contrôle	(14 419)	(20 617)
Résultat global total attribuable :		
Aux actionnaires de la Société	(876 031)\$	(1 412 320)\$
À la participation ne donnant pas le contrôle	(14 419)	(20 617)
Perte nette par action de base et diluée	(0,006) \$	(0,014)\$

Les notes aux pages 5 à 47 font partie intégrantes des états financiers consolidés intermédiaires résumés et non audités.

MDN INC.

États consolidés intermédiaires résumés des variations de capitaux propres (non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

	Nombre d'actions ordinaires en circulation	Capital social	Nombre de bons de souscription en circulation	Bons de souscription	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit	Total capitaux attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres	Participation ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Solde au 1 ^{er} janvier 2010	93 775 913	60 505 590 \$	300 000	74 219 \$	6 569 228 \$	(273 059) \$	(22 582 234) \$	44 293 744 \$	–	\$ 44 293 744 \$
Émission d'actions	3 349 777	1 641 391	–	–	–	–	–	1 641 391	–	1 641 391
Frais d'émission d'actions	–	–	–	–	–	–	(4 955)	(4 955)	–	(4 955)
Paiements fondés sur des actions	–	–	–	–	149 620	–	–	149 620	–	149 620
Acquisition d'une participation donnant le contrôle de MCI (note 4)	–	–	–	–	–	–	–	–	2 471 268	2 471 268
Écarts de conversion au titre de l'établissement à l'étranger	–	–	–	–	–	(263 248)	–	(263 248)	–	(263 248)
Perte nette	–	–	–	–	–	–	(1 149 072)	(1 149 072)	(20 617)	(1 169 689)
Solde au 31 mars 2010	97 125 690	62 146 981 \$	300 000	74 219 \$	6 718 848 \$	(536 307) \$	(23 736 261) \$	44 667 480 \$	2 450 651	\$ 47 118 131 \$
Solde au 1 ^{er} janvier 2010	93 775 913	60 505 590 \$	300 000	74 219 \$	6 569 228 \$	(273 059) \$	(22 582 234) \$	44 293 744 \$	–	\$ 44 293 744 \$
Émission d'actions	3 349 777	1 641 391	–	–	–	–	–	1 641 391	–	1 641 391
Frais d'émission d'action	–	–	–	–	–	–	(3 956)	(3 956)	–	(3 956)
Paiements fondés sur des actions	1 318 334	676 649	–	–	(128 108)	–	–	548 541	–	548 541
Acquisition d'une participation donnant le contrôle de MCI (note 4)	–	–	–	–	–	–	–	–	2 471 268	2 471 268
Écarts de conversion au titre de l'établissement à l'étranger	–	–	–	–	–	(537 514)	–	(537 514)	–	(537 514)
Perte nette	–	–	–	–	–	–	(3 347 965)	(3 347 965)	(93 930)	(3 441 895)
Bons de souscription expirés	–	–	(300 000)	(74 129)	74 219	–	–	–	–	–
Solde au 31 décembre 2010	98 444 024	62 823 630	–	–	6 515 339	(810 573)	(25 934 155)	42 594 241	2 377 338	44 971 579
Paiements fondés sur des actions	–	–	–	–	12 583	–	–	12 583	–	12 583
Écarts de conversion au titre de l'établissement à l'étranger	–	–	–	–	–	(236 394)	–	(236 394)	–	(236 394)
Perte nette	–	–	–	–	–	–	(639 637)	(639 637)	(14 419)	(654 056)
Solde au 31 mars 2011	98 444 024	62 823 630 \$	–	– \$	6 527 922 \$	(1 046 967) \$	(26 573 792) \$	41 730 793 \$	2 362 919	\$ 44 093 712 \$

Les notes aux pages 5 à 47 font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés et non audités.

MDN INC.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

	Trois mois clos les	
	31 mars	
	2011	2010
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Perte nette	(654 056)\$	(1 169 689)\$
Ajustements pour:		
Paiements fondés sur des actions	12 583	149 620
Impôts différés	(60 144)	(420 607)
Amortissement des immobilisations corporelles	1 465	1 370
Charge de désactualisation relative à l'autre passif à long terme	8 159	9 743
Produit financier	(45 770)	(33 347)
(Paiement) charge relative à l'indemnité de départ présentée dans l'autre passif à long terme	(25 000)	389 729
Variation d'éléments hors caisse du fonds de roulement	1 072 478	2 771 215
Intérêts reçus	88 281	8 679
	397 996	1 706 713
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Frais d'émission d'actions	–	(4 955)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement :		
Acquisition d'une participation donnant le contrôle de MCI, déduction faite de l'encaisse (note 4)	–	(441 432)
Participation dans une entreprise associée (note 4)	–	(1 127 500)
Acquisition de placements	(512 320)	(516 655)
Cession de placements	500 000	–
Acquisition d'équipement	(300)	–
Acquisition de propriétés minières	(58 655)	(37 338)
Augmentation des actifs de prospection et d'évaluation	(2 715 368)	(857 679)
	(2 786 643)	(2 980 604)
Incidence des variations de taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie liées à la conversion de l'établissement à l'étranger	(4 121)	(3 829)
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(2 392 769)	(1 282 675)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	4 974 737	12 200 029
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	2 581 968 \$	10 917 354 \$

Les notes aux pages 5 à 47 font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés et non audités.

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

1. Entité présentant l'information financière

MDN Inc. (la « Société »), est une société domiciliée au Canada constituée en vertu de la Partie 1A de la *Loi sur les compagnies* du Québec. Le siège social de la Société est le 1010, rue de la Gauchetière Ouest, Montréal, Québec, Canada.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société au 31 mars 2011 et pour la période close le 31 mars 2011 comprennent la Société et ses filiales (ensemble appelé le « Groupe » et individuellement « les entités du groupe ») et la participation du Groupe dans une entreprise associée.

Le Groupe est principalement impliqué dans la prospection des ressources minières. En vertu d'une entente de coentreprise avec African Barrick Gold, le Groupe détient également un intérêt de 30 % dans les surplus de liquidités générés par les opérations de la mine d'or de Tulawaka, qui sont présentés à titre de « redevances provenant de l'exploitation de la mine Tulawaka » dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global.

Bien que, au stade actuel des travaux, la Société prenne toutes les mesures conformes aux normes de l'industrie afin de s'assurer que les titres de propriétés minières dans lesquelles elle a un intérêt financier sont en règle, ces mesures ne garantissent pas la validité des titres. Les titres pourraient être assujettis à des ententes précédentes non enregistrées ou au non-respect d'exigences réglementaires.

La récupération des montants indiqués au titre des propriétés minières et des frais reportés connexes dépend de la découverte de réserves économiquement récupérables, de la capacité de la Société d'obtenir le financement nécessaire pour mener à terme la mise en valeur et de la production rentable future ou du produit de la cession de tels biens. Au 31 mars 2011, la valeur nette comptable des propriétés minières représente, selon la direction, la meilleure estimation de leur valeur recouvrable nette. Cette valeur pourrait toutefois être réduite dans le futur.

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

2. Base d'établissement

Déclaration de conformité

La Société prépare ses états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR canadiens ») énoncés dans le Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (le « Manuel de l'ICCA »). En 2010, le Manuel de l'ICCA a fait l'objet d'une révision visant à y intégrer les Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards, ou « IFRS »), et exigeant des entreprises ayant une obligation d'information du public qu'elles appliquent ces normes pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Par conséquent, la Société a commencé à présenter ses informations selon ce référentiel dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés. Dans les états financiers, le terme « PCGR canadiens » désigne les PCGR canadiens avant l'adoption des IFRS.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément aux IFRS s'appliquant à la préparation des états financiers intermédiaires, y compris l'IAS 34 et l'IFRS 1. Sous réserve de certains choix transitoires présentés à la note 18, la Société a appliqué de manière uniforme les mêmes méthodes comptables dans son état de la situation financière d'ouverture en IFRS au 1^{er} janvier 2010 et pour toutes les périodes pour lesquelles elle présente des informations, comme si ces méthodes avaient toujours été en vigueur. La note 18 présente l'incidence de la transition aux IFRS sur la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie présentés de la société, y compris la nature et l'effet de tout changement important de méthodes comptables par rapport à celles utilisées dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Les méthodes appliquées dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés sont fondées sur les IFRS publiées et celles non encore entrées en vigueur au 25 mai 2011, date d'approbation des états financiers consolidés intermédiaires résumés par le Conseil d'administration. Tout changement apporté ultérieurement aux IFRS entrant en vigueur pour les états financiers consolidés annuels de la Société de l'exercice devant être clos le 31 décembre 2011 pourrait donner lieu à un retraitement des états financiers consolidés intermédiaires résumés, y compris la comptabilisation d'ajustements transitoires au moment de la transition aux IFRS.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus à la lumière des états financiers annuels de la Société, établis selon les PCGR canadiens pour l'exercice clos le 31 décembre 2010. La note 18 présente des informations IFRS pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 qui n'ont pas été fournies dans les états financiers annuels 2010.

Base d'évaluation

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis au coût historique, sauf pour ce qui est des instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

2. Base d'établissement (suite)

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Ces états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société.

Utilisation d'estimations et recours au jugement

L'établissement d'états financiers consolidés conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions.

Des informations concernant les jugements critiques réalisés lors de l'application des méthodes comptables qui ont l'effet le plus important sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés sont fournies dans la note 3 - détermination des coûts capitalisables en tant qu'actifs de prospection et d'évaluation.

Des informations sur les hypothèses et les incertitudes relatives aux estimations qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif au cours de la période suivante sont fournies dans les notes ci-après :

Notes 3, 8 et 9 - recouvrabilité des propriétés minières et des actifs de prospection et d'évaluation.

Note 3 - évaluation des crédits d'impôt remboursables relatifs à des ressources et crédits de droits miniers.

Note 3 - recouvrabilité des actifs d'impôt différé.

Notes 10 et 11 - juste valeur des paiements fondés sur des actions et des bons de souscription.

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

3. Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables énoncées ci-dessous ont été appliquées d'une manière uniforme à toutes les périodes présentées dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés et pour l'établissement de l'état de la situation financière d'ouverture en IFRS au 1^{er} janvier 2010 pour les besoins de la transition aux IFRS, sauf indication contraire.

Les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme par les entités du Groupe.

a) Méthode de consolidation

Filiales

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales, MDN Tanzania Ltd. (détenue à 100%) et Minéraux Crevier inc. (« MCI ») (détenue à 67,5 %).

Les filiales sont des entreprises contrôlées par le Groupe. Les états financiers des filiales sont intégrés dans les états financiers consolidés depuis la date de la prise du contrôle jusqu'à la date de la perte du contrôle. Les méthodes comptables des filiales ont été modifiées, au besoin, afin qu'elles cadrent avec celles adoptées par le Groupe.

Participations ne donnant pas le contrôle

Les acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle sont comptabilisées comme des transactions avec des détenteurs d'instruments de capitaux propres agissant en cette qualité; par conséquent, aucun goodwill n'est comptabilisé à la suite de ces transactions.

À la date d'acquisition de la filiale par la Société, la participation ne donnant pas le contrôle a été mesurée à la juste valeur.

Participation dans une entreprise associée

Au 1^{er} janvier 2010, les états financiers consolidés incluaient une participation dans une entreprise associée. L'entité est devenue une filiale au 16 février 2010.

Une entreprise associée est une entité ayant des politiques financières et opérationnelles sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable, mais non le contrôle. Le Groupe est présumé avoir une influence notable lorsqu'il détient entre 20 et 50 % des droits de vote d'une autre entité.

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

3. Principales méthodes comptables (suite)

a) Méthode de consolidation (suite)

Participation dans une entreprise associée (suite)

La participation dans une entreprise associée est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence (entreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence) et est initialement enregistrée au coût. La participation du Groupe comprend le goodwill identifié au moment de l'acquisition, après déduction du cumul des pertes de valeur. Les états financiers consolidés englobent la quote-part du Groupe dans les produits et les charges et les variations des capitaux propres de l'entreprise comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, compte tenu des ajustements effectués pour harmoniser les méthodes comptables avec celles du Groupe, depuis la date à laquelle ce dernier commence à exercer une influence notable jusqu'à la date à laquelle il cesse d'exercer une influence notable. Lorsque la quote-part du Groupe dans les pertes excède sa participation dans une entreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, la valeur comptable de cette participation (y compris toute participation à long terme) est ramenée à zéro, et les pertes supplémentaires cessent d'être comptabilisées, sauf si le Groupe a une obligation ou s'il a versé des paiements au nom de l'entreprise détenue.

Actifs contrôlés conjointement

La Société détient une participation dans des propriétés minières grâce à des accords opérationnels conjoints qui constituent des actifs contrôlés conjointement.

Un actif contrôlé conjointement suppose un contrôle conjoint et offre la copropriété par le Groupe et les autres coentrepreneurs des actifs apportés ou acquis aux fins de la coentreprise, sans la création d'une société par actions, d'une société de personnes ou d'une autre entité. Lorsque les activités du Groupe sont effectuées dans le cadre d'actifs contrôlés conjointement, le Groupe comptabilise sa quote-part des actifs contrôlés conjointement et tout passif qu'il contracte, ainsi que sa quote-part de tout passif qu'il contracte conjointement avec les autres coentrepreneurs et les coûts de prospection et d'évaluation reliés dans les états financiers.

Transactions éliminées au moment de la consolidation

Les soldes et les transactions intragroupes, ainsi que les profits et pertes latents qui découlent de transactions intragroupes, sont éliminés aux fins de l'établissement des états financiers consolidés. Les profits latents qui découlent de transactions conclues avec des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence sont déduits de la participation à hauteur de la participation du Groupe dans l'entreprise détenue. Les pertes latentes sont éliminées de la même façon que les profits latents, mais seulement dans la mesure où il n'y a aucune indication de dépréciation.

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

3. Principales méthodes comptables (suite)

b) Monnaie étrangère

Transactions en monnaie étrangère

Les transactions en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle respective des entités du Groupe, au cours de change en vigueur à la date des transactions. Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère à la date de clôture sont reconvertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à cette date. Le profit ou la perte de change sur les éléments monétaires correspond à la différence entre le coût amorti en monnaie fonctionnelle au début de la période, ajusté en fonction du taux d'intérêt effectif et des paiements versés pendant la période, et le coût amorti en monnaie étrangère converti au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaie étrangère qui sont évalués à la juste valeur sont reconvertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Les écarts de conversion qui découlent de ces conversions sont comptabilisés dans le bénéfice (la perte). Les éléments non monétaires en monnaie étrangère qui sont évalués au coût historique sont convertis au cours de change à la date de la transaction.

Établissements à l'étranger

Les actifs et les passifs des établissements à l'étranger, y compris le goodwill et les ajustements de la juste valeur qui découlent de l'acquisition, sont convertis en dollars canadiens au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les produits et les charges des établissements à l'étranger sont convertis en dollars canadiens au cours de change en vigueur à la date des transactions.

Les écarts de conversion sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, dans le compte des écarts de conversion cumulés.

Dans le cas de la sortie d'un établissement à l'étranger, le montant cumulé connexe des écarts de conversion est transféré dans le bénéfice (la perte) en tant que profit ou perte résultant de la sortie. Dans le cas de la sortie partielle d'une filiale qui a un établissement à l'étranger, la quote-part connexe de ce montant cumulé est réattribuée aux participations ne donnant pas le contrôle. Dans tous les autres cas de sortie partielle d'un établissement à l'étranger, la quote-part connexe est reclassée dans le bénéfice (la perte).

Les profits ou pertes de change découlant d'un élément monétaire qui est une créance sur un établissement à l'étranger ou une dette envers celui-ci, dont le règlement n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible et qui constitue en substance une part de l'investissement net dans cet établissement à l'étranger, sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, dans le compte des écarts de conversion cumulés.

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

3. Principales méthodes comptables (suite)

c) Instruments financiers

Les actifs financiers non dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, majorée des coûts de transaction directement attribuables.

Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Après la comptabilisation initiale, les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué des pertes de valeur.

La Société a classé la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les investissements temporaires, les créances et les investissements à long terme comme des prêts et créances.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les soldes de trésorerie et les dépôts à vue dont l'échéance initiale est inférieure ou égale à trois mois.

Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net

Un actif financier est classé comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net s'il est classé comme étant détenu à des fins de transaction ou s'il est désigné comme tel au moment de la comptabilisation initiale. Les actifs financiers sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net si le Groupe les gère et prend des décisions d'achat ou de vente en fonction de leur juste valeur, conformément à sa stratégie dûment documentée de gestion des risques ou d'investissement. Au moment de la comptabilisation initiale, les coûts de transaction directement attribuables sont comptabilisés dans le bénéfice (la perte) à mesure qu'ils sont engagés. Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont évalués à leur juste valeur, et les variations de celle-ci sont comptabilisées dans le bénéfice (la perte).

Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net incluent :

- L'option d'acquérir des actions additionnelles de MCI, qui correspond à un instrument dérivé classé par conséquent comme étant détenu à des fins de transaction;
- La débenture convertible qui a été désignée à la juste valeur par le biais du résultat net au moment de sa comptabilisation initiale.

Ces actifs financiers sont présentés dans l'état de la situation financière au 1^{er} janvier 2010 sur la ligne Participation dans une entreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

3. Principales méthodes comptables (suite)

c) Instruments financiers (suite)

Passifs financiers

La Société a classé ses fournisseurs et autres créiteurs ainsi que son passif à long terme en tant que passifs financiers au coût amorti. Après la comptabilisation initiale, ces passifs financiers sont mesurés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

d) Propriétés minières et actifs de prospection et d'évaluation

Les propriétés minières correspondent à une participation acquise dans des permis ou des claims de prospection minière comportant des droits de prospection, d'exploitation, d'extraction et de vente de tous les minerais tirés de ces claims.

Tous les coûts préalables à la prospection, c.-à-d. les coûts engagés avant d'obtenir les droits légaux de se livrer à des activités de prospection et d'évaluation dans une zone d'intérêt sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

Après l'obtention du droit légal de prospection, les dépenses de prospection et d'évaluation sont inscrites à l'actif pour chaque zone d'intérêt identifiable jusqu'à ce que la faisabilité technique et la viabilité commerciale de l'extraction d'une ressource minérale soient démontrées.

Les coûts engagés comprennent les frais généraux administratifs et techniques appropriés.

Les actifs de prospection et d'évaluation sont comptabilisés au coût historique diminué de toute perte de valeur comptabilisée.

Lorsque la faisabilité technique et la viabilité commerciale de l'extraction d'une ressource minérale sont démontrées pour une zone d'intérêt, le Groupe cesse d'inscrire à l'actif les coûts de prospection et d'évaluation pour cette zone, effectue un test de dépréciation des actifs de prospection et d'évaluation comptabilisés et reclasse tous les actifs de prospection et d'évaluation qui n'ont pas subi de perte de valeur dans les immobilisations corporelles ou incorporelles en développement minier, selon la nature des actifs.

e) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Les logiciels achetés qui sont essentiels à la fonctionnalité du matériel connexe sont incorporés dans le coût de ce matériel. Les coûts d'entretien quotidien des immobilisations corporelles sont reconnus dans le bénéfice (la perte) lorsqu'ils sont encourus.

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

3. Principales méthodes comptables (suite)

e) Immobilisations corporelles (suite)

L'amortissement est calculé sur le montant amortissable, soit le coût d'un actif, ou tout autre montant substitué au coût, diminué de sa valeur résiduelle.

Les durées d'utilité estimées pour la période en cours et les périodes comparatives sont les suivantes :

Fournitures et équipements	10 ans
Matériel informatique	5 ans

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réexaminés chaque fin d'exercice et ajustés au besoin.

f) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles correspondent aux actifs de prospection et d'évaluation transférés suite au développement d'une propriété minière qui est maintenant exploitée par une tierce partie et de laquelle le Groupe reçoit des redevances.

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût historique diminué des amortissements et des pertes de valeur cumulés.

Les coûts de développement miniers sont amortis selon le mode d'amortissement variable au taux de 3,9 % appliqué sur les redevances provenant de l'exploitation de la propriété minière. Cette estimation est révisée sur une base annuelle par la direction, selon les redevances prévues provenant de l'exploitation de la propriété minière qui seront versées à la Société.

g) Dépréciation

Actifs financiers

Les actifs financiers sont passés en revue à chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié s'il existe une indication objective qu'un évènement générateur de pertes s'est produit après la comptabilisation initiale de l'actif et a eu une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier, qui peut être estimé de façon fiable.

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

3. Principales méthodes comptables (suite)

g) Dépréciation (suite)

Actifs financiers (suite)

Le montant d'une perte de valeur sur un actif financier évalué au coût amorti correspond à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés et actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'actif. Les pertes sont comptabilisées dans le bénéfice (la perte) et portées en diminution des créances dans un compte de correction de valeur. Les intérêts liés à l'actif déprécié continuent d'être comptabilisés par le biais de la désactualisation. Si le montant de la perte de valeur diminue à la suite d'un événement ultérieur, la diminution de la perte de valeur est reprise et le montant de la reprise est comptabilisé dans le bénéfice (la perte).

Actifs non financiers

La valeur comptable des immobilisations corporelles est passée en revue à chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe une indication de dépréciation.

La valeur comptable des propriétés minières et des actifs d'exploration et d'évaluation fait l'objet d'un test de dépréciation uniquement lorsqu'il existe des indicateurs de dépréciation, typiquement lorsqu'une des circonstances suivantes s'applique :

- Les droits d'exploration ont expiré, ou expireront dans un avenir proche;
- Aucune dépense d'exploration future importante n'est prévue;
- Aucune quantité commercialement exploitable n'a été découverte, et les activités d'exploration et d'évaluation sur cette propriété cesseront;
- Le recouvrement de la valeur des actifs d'exploration et d'évaluation via leur développement ou leur vente est peu probable.

Si une telle circonstance existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée.

Les propriétés minières et les actifs d'exploration et d'évaluation font aussi l'objet d'un test de dépréciation lors qu'ils sont transférés en actifs de développement, même si aucun fait ni aucune circonstance n'existe indiquant que leur valeur comptable excède leur valeur recouvrable.

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

3. Principales méthodes comptables (suite)

g) Dépréciation (suite)

Actifs non financiers (suite)

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie est la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de vente. Aux fins de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont comptabilisés à leur valeur actualisée par application d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché, de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs qui ne peuvent être soumis à un test de dépréciation individuel sont regroupés pour former le plus petit groupe d'actifs qui génère, par leur utilisation continue, des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs (« unité génératrice de trésorerie » ou « UGT »). Le niveau identifié par le Groupe pour effectuer un test de dépréciation des actifs de prospection et d'évaluation correspond à chaque propriété minière.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable estimée. Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le bénéfice (la perte). Les pertes de valeur comptabilisées au titre d'UGT sont réparties entre les actifs de l'unité (groupe d'unités) au prorata.

Les pertes de valeur comptabilisées au cours de périodes antérieures sont évaluées à chaque date de clôture, afin de déterminer s'il existe des indications qui confirment que la perte a diminué ou bien qu'elle n'existe plus. Une perte de valeur est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations ayant servi à déterminer la valeur recouvrable. Une perte de valeur n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif n'excède pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, après amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

(h) Provisions

Une provision est comptabilisée si, du fait d'un événement passé, le Groupe a une obligation actuelle, juridique ou implicite dont le montant peut être estimé de manière fiable, et s'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

i) Capital social et bons de souscription

Actions ordinaires

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions ordinaires et d'options sur actions sont comptabilisés en déduction des capitaux propres, après déduction de toute incidence fiscale.

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

3. Principales méthodes comptables (suite)

i) Capital social et bons de souscription (suite)

Actions accréditives

La législation fiscale canadienne permet à une société d'émettre des titres de placement à des investisseurs par lesquels les déductions fiscales relatives aux dépenses d'exploration peuvent être réclamées par les investisseurs et non par la société. Ces titres de placement sont appelés actions accréditives. La Société finance une portion de ses programmes d'exploration via l'émission d'actions accréditives.

À la date d'émission des actions, la Société alloue le produit d'émission entre le capital social et l'obligation de remettre les déductions fiscales, qui est comptabilisée en tant que passif relié aux actions accréditives. La Société estime la juste valeur de l'obligation selon la méthode résiduelle, c'est-à-dire en comparant le prix de l'action accréditive au prix de marché d'une action ordinaire à la date d'annonce du financement.

Une société peut renoncer aux déductions fiscales selon ce qui est appelé la « méthode générale » ou la « méthode rétrospective ».

Si les déductions fiscales sont renoncées selon la méthode générale, que la Société prévoit effectuer la renonciation et qu'elle capitalise les dépenses dans l'année courante, alors la société comptabilise un passif d'impôt différé avec pour contrepartie une dépense d'impôt différé. L'obligation est réduite à zéro, avec pour contrepartie un produit enregistré.

Si les déductions fiscales sont renoncées selon la méthode rétrospective, la Société comptabilise un passif d'impôt différé, avec pour contrepartie une dépense d'impôt différé lorsque les dépenses sont effectuées et capitalisées. À ce moment, l'obligation est réduite à zéro, avec pour contrepartie un produit enregistré.

Bons de souscription d'actions

Les bons de souscription d'actions sont classés dans les capitaux propres dans la mesure où ils correspondent à des dérivés sur les instruments de capitaux propres de l'entité elle-même, qui seront uniquement réglés par la société en échangeant un nombre déterminé de ses propres instruments de capitaux propres en échange d'un montant déterminé de trésorerie.

Lorsque des actions et des bons de souscription sont émis en même temps, le produit d'émission est alloué en premier lieu aux bons de souscription émis, à hauteur de leur juste valeur évaluée selon un modèle d'évaluation Black-Scholes, la valeur résiduelle étant allouée aux actions.

Frais d'émission d'actions

Les frais d'émission d'actions sont imputés au déficit au cours de l'exercice dans lequel ils sont engagés.

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

3. Principales méthodes comptables (suite)

j) Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

La juste valeur à la date d'attribution des droits à des paiements fondés sur des actions attribués à des membres du personnel et des directeurs est comptabilisée comme charge au titre des avantages du personnel et des directeurs, avec comptabilisation de l'augmentation du surplus d'apport qui en est la contrepartie, au cours de la période où les membres du personnel acquièrent des droits inconditionnels à des paiements fondés sur des actions. Le montant comptabilisé en charges est ajusté pour refléter le nombre de droits dont on s'attend à ce que les conditions de service et les conditions de performance autres que des conditions de marché soient remplies, de sorte que le montant finalement comptabilisé en charges dépend du nombre de droits qui remplissent les conditions de service et les conditions de performance autres que des conditions de marché à la date d'acquisition des droits.

k) Produits

Le Groupe reçoit des redevances opérationnelles de la mine Tulawaka, exploitée par African Barrick Gold. Les redevances sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles ont été gagnées, lorsque leur encaissement est raisonnablement assuré et que la Société est en mesure d'en estimer le montant avec suffisamment de précision.

l) Contrats de location

Tous les contrats de location sont classés comme des contrats de location-exploitation et, de ce fait, les actifs en location ne sont pas reconnus dans l'état de la situation financière de la Société.

Les paiements effectués dans le cadre des contrats de location-exploitation sont comptabilisés comme bénéfice ou perte selon le mode linéaire pendant la durée du contrat de location.

m) Produits financiers et charges financières

Les intérêts reçus et les intérêts payés sont classés dans les activités opérationnelles dans l'état des flux de trésorerie.

n) Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt exigible et l'impôt différé sont comptabilisés dans le bénéfice (la perte), sauf dans la mesure où ils se rapportent à un regroupement d'entreprises ou à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres ou dans les autres éléments du résultat global.

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

3. Principales méthodes comptables (suite)

(n) Impôt sur le résultat (suite)

L'impôt exigible est l'impôt qui devra vraisemblablement être payé ou récupéré au titre du bénéfice imposable ou de la perte fiscale d'une année, d'après les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et il comprend également tout ajustement de l'impôt à payer relativement à des années antérieures.

L'impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs aux fins de l'information financière et les montants utilisés à des fins fiscales. Aucun impôt différé n'est comptabilisé relativement aux différences temporelles suivantes : la comptabilisation initiale d'actifs ou de passifs dans le cadre d'une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui ne touche ni le bénéfice (la perte) comptable, ni le bénéfice imposable (la perte fiscale), ainsi que les différences qui se rapportent à des participations dans des filiales ou des entreprises contrôlées conjointement, dans la mesure où il est probable que ces différences ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible. En outre, aucun impôt différé n'est comptabilisé au titre des différences temporelles qui résultent de la comptabilisation initiale du goodwill.

Les impôts différés sont reconnus en tant que produit ou charge en résultat net sauf lorsqu'ils découlent de regroupements d'entreprise ou de transactions reconnues dans les capitaux propres. Par conséquent, lorsque les impôts différés sont liés à des composantes des capitaux propres, une recherche rétrospective est nécessaire afin de déterminer l'ajustement des impôts (par exemple un changement des taux d'impôt ou un changement dans le montant des impôts différés actifs reconnus) qui devrait être reconnu en capitaux propres. Dans ce cadre, la politique comptable de la Société est d'allouer les changements au niveau de la reconnaissance des impôts différés actifs en fonction de leur date de maturité.

L'impôt différé est évalué selon les taux d'impôt dont on attend l'application aux différences temporelles lorsque celles-ci s'inverseront, en fonction des lois adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture. Les actifs et passifs d'impôt différé peuvent être compensés si l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs et passifs d'impôt exigible, et si les actifs et passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur des entités imposables différentes qui ont l'intention, soit de régler les passifs d'impôt exigible et de réaliser les actifs d'impôt exigible sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé au titre des pertes fiscales et crédits d'impôt inutilisés ainsi qu'au titre des différences temporelles déductibles, dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs auxquels ces éléments pourront être imputés. Les actifs d'impôt différé sont examinés à la date de clôture et sont réduits lorsque la réalisation de l'avantage fiscal connexe n'est plus probable.

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

3. Principales méthodes comptables (suite)

o) Crédit de droits miniers remboursable et crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources

La Société a droit à un crédit de droits miniers remboursable en vertu de la *Loi concernant les Droits sur les mines* du Québec. Ce crédit de droits miniers est remboursable, au taux de 12 % sur les frais reliés aux activités minières engagés au Québec (7,5 % après le 30 mars 2010 tel qu'expliqué à la note 17 c)). Le traitement comptable des crédits de droits miniers remboursables dépend de l'intention de la direction d'aller en production dans le futur ou plutôt de vendre ses propriétés minières à un autre producteur minier une fois que la faisabilité technique et la viabilité économique des propriétés sont démontrées. Cette évaluation est effectuée pour chaque propriété. Dans le premier cas, le crédit de droit minier est comptabilisé à titre de recouvrement d'impôts selon IAS 12 *Impôts sur le résultat*, ce qui génère en même temps un passif d'impôt différé et une charge d'impôt différé dans la mesure où les actifs de prospection et d'évaluation n'ont plus de base fiscale suite au choix de la société de réclamer le crédit remboursable. Dans le deuxième cas, il est prévu qu'aucun droit minier ne sera payé dans le futur, par conséquent le crédit de droits miniers est comptabilisé en tant que subvention gouvernementale selon IAS 20 *Comptabilisation des subventions publiques et informations à fournir sur l'aide publique*, en diminution des actifs de prospection et évaluation.

De plus, la Société a droit au crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources pour les entreprises du secteur minier à l'égard des frais admissibles engagés. Le crédit d'impôt relatif aux ressources peut atteindre jusqu'à 38,75 % du montant des frais admissibles engagés. Ce crédit d'impôt est comptabilisé en diminution des frais de prospection reportés.

Les crédits relatifs aux ressources et les crédits de droits miniers enregistrés à l'encontre des actifs de prospection et d'évaluation sont comptabilisés à la juste valeur lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'ils seront reçus et que le Groupe se conformera aux conditions qui s'y rattachent. Ils seront systématiquement comptabilisés dans le bénéfice ou perte sur la durée d'utilité des actifs reliés.

p) Résultat par action

La Société présente le résultat de base et le résultat dilué par action pour ses actions ordinaires. Le résultat de base par action se calcule en divisant le bénéfice ou la perte attribuable aux actionnaires ordinaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, après ajustement pour tenir compte des actions propres détenues. Aux fins du calcul du résultat dilué par action, le bénéfice ou la perte attribuable aux actionnaires ordinaires et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation, après ajustement pour tenir compte des actions propres détenues, doivent être ajustés pour tenir compte des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives, lesquelles englobent les obligations convertibles et les options sur actions attribuées aux membres du personnel.

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

3. Principales méthodes comptables (suite)

q) Information sectorielle

La Société a déterminé qu'elle n'a qu'un seul secteur opérationnel, soit l'exploration minière.

r) Adoption de nouvelles normes comptables

Améliorations annuelles des IFRS

Parmi les améliorations aux IFRS apportées par l'IASB, sept d'entre elles entraînent des changements aux normes de présentation, de comptabilisation ou d'évaluation. Les plus importants changements découlant des améliorations annuelles de l'IASB publiées en mai 2010 qui s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011 avec adoption partielle autorisée sont résumés dans la description des mises à jour des normes présentée ci-dessous :

i) IFRS 7

Modification de l'IFRS 7, *Instruments financiers : informations à fournir*

Plusieurs précisions sur la présentation des instruments financiers, plus particulièrement en ce qui concerne le transfert d'actifs financiers.

ii) IAS 1

Modification de l'IAS 1, *Présentation des états financiers*

Les entités peuvent présenter l'analyse des autres éléments du résultat global à l'état des variations des capitaux propres ou dans les notes afférentes aux états financiers.

iii) IAS 27

Modification de l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*

Les mises à jour apportées à cette norme en 2008 ont entraîné des modifications consécutives à l'IAS 21, *Effets des variations des cours des monnaies étrangères*, à l'IAS 28, *Participations dans des entreprises associées*, et à l'IAS 31, *Participations dans des coentreprises*. L'IAS 27 exige dorénavant l'application prospective de ces modifications.

iv) IAS 34

Modification de l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*

Ces modifications viennent rehausser l'importance accordée au respect des principes d'information dans le cadre de l'établissement des rapports financiers intermédiaires se rapportant à des périodes au cours desquelles surviennent des événements et des transactions importants, y compris des changements aux évaluations des justes valeurs, et mettent l'accent sur la nécessité de mettre à jour l'information pertinente présentée dans le rapport annuel le plus récent.

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

3. Principales méthodes comptables (suite)

s) Nouvelles normes comptables et interprétations non encore adoptées

La norme suivante a été publiée mais n'a pas encore été appliquée par la Société :

i) IFRS 9 - *Instruments financiers*

S'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, l'adoption anticipée étant autorisée.

La nouvelle norme rédigée dans le cadre du projet de remplacement de l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, conserve, tout en le simplifiant, le modèle d'évaluation mixte prévu par l'IAS 39 et établit deux grandes catégories pour l'évaluation des actifs financiers.

Plus précisément, cette norme :

- traite du classement et de l'évaluation des actifs financiers;
- établit deux grandes catégories d'actifs financiers : évalués au coût amorti et évalués à la juste valeur;
- prescrit un classement qui est fonction du modèle économique de l'entité et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier;
- élimine les catégories existantes d'actifs financiers : détenus jusqu'à leur échéance, disponibles à la vente, et prêts et créances.

Certains changements ont également été apportés en ce qui a trait à la possibilité de désigner un passif financier comme étant à la juste valeur et à la méthode de comptabilisation de certains dérivés sur instruments de capitaux propres non cotés.

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

4. Acquisition d'une participation donnant le contrôle de MCI

En février 2009, la Société a eu la possibilité d'évaluer le potentiel économique de MCI. À la suite de cette évaluation, la Société en est venue à la conclusion que l'acquisition graduelle du projet pourrait représenter une valeur ajoutée importante pour ses actionnaires.

Le 29 janvier 2010, conformément à son option exclusive d'acquérir des actions additionnelles de MCI, la Société a augmenté sa participation de 28,75 % à 38,75 % en contrepartie de 950 000 \$ en espèces payée aux actionnaires de MCI et en exécutant pour 2 000 000 \$ d'investissement en frais d'exploration.

Le 16 février 2010, la Société a obtenu le contrôle de MCI par l'acquisition d'un intérêt additionnel de 28,75 % des actions avec droit de vote par un paiement en espèces de 582 750 \$ et par l'émission de 3 349 777 actions de la Société, d'une valeur de 1 641 391 \$. La participation de la Société dans MCI est donc passée de 38,75 % à 67,5 %.

L'acquisition de la participation dans MCI a permis d'acquérir un projet avancé avec une ressource reconnue selon l'instrument national 43-101 et ayant le potentiel d'être mis en production dans un laps de temps relativement court.

À la suite de la transaction donnant le contrôle à la Société, les options permettant à la Société d'augmenter sa participation ont été modifiées. La Société possédait l'option d'augmenter sa participation dans MCI de 5 % en exécutant des investissements additionnels en travaux d'exploration de 2 000 000 \$ dans MCI jusqu'en février 2011 et en payant 625 000 \$, en espèces ou en actions au gré de la Société, à l'actionnaire sans contrôle (note 17 a)).

La Société a l'option d'obtenir une participation supplémentaire de 15 % dans MCI en exécutant des investissements additionnels en travaux d'exploration de 2 000 000 \$ d'ici juin 2012 et en payant, en espèces ou en actions au gré de la Société, 750 000 \$ à l'actionnaire sans contrôle.

Cette acquisition a été comptabilisée comme une acquisition d'actifs étant donné que MCI ne correspondait pas à la définition d'une entreprise selon IFRS 3, *Regroupement d'entreprises*.

Les actifs nets acquis ont été comptabilisés à la valeur nette comptable dans les livres de MCI à l'exception des propriétés minières qui incluent la différence entre le montant du prix payé et la valeur comptable des actifs nets acquis ainsi que la contrepartie de la réévaluation à la juste valeur de la participation ne donnant pas le contrôle.

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

4. Acquisition d'une participation donnant le contrôle de MCI (suite)

Les principales composantes des actifs acquis et des passifs pris en charge sont les suivantes :

Actifs acquis	
Encaisse	141 318 \$
Dépôts à terme	215 000
Crédits d'impôt à recevoir	800 086
Taxes de vente à recevoir	85 959
Intérêts courus à recevoir	8 647
Placements à long terme	200 000
Propriété minière ⁱ⁾	7 472 676
Actifs de prospection et d'évaluation	1 277 883
Immobilisations corporelles	675
	<hr/>
	10 202 244
Passif pris en charge	
Comptes fournisseurs et charges à payer	114 207
Passifs d'impôts différés	136 900
	<hr/>
	251 107
	<hr/>
	9 951 137
Participation ne donnant pas le contrôle	2 471 268
	<hr/>
Actifs nets acquis	7 479 869 \$
<hr/>	
Prix payé	
Acquisition d'une participation de 28,75 % au 1 ^{er} juin 2009 en espèces	825 000 \$
Acquisition d'une participation additionnelle de 10 % au 29 janvier 2010 en espèces	950 000
Investissement dans des coûts de prospection complétés jusqu'au 29 janvier 2010	2 000 000
Quote-part des pertes cumulées sur le placement du 1 ^{er} juin 2010 au 16 février 2010	(19 272)
Débeture convertible détenue dans MCI	1 500 000
Acquisition d'une participation additionnelle de 28,75 %, le 16 février 2010	
Espèces	582 750
Émission de 3 349 777 actions ordinaires ⁱⁱ⁾	1 641 391
	<hr/>
	7 479 869 \$
	<hr/>

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

4. Acquisition d'une participation donnant le contrôle de MCI (suite)

Les flux de trésorerie nets liés à cette acquisition durant la période se détaillent comme suit :

Contrepartie versée	7 479 869 \$
Moins	
Acquisition au 1 ^{er} juin 2009	825 000
Acquisition au 29 janvier 2010	950 000
Débeture convertible acquise au 1 ^{er} juin 2009	1 500 000
Avances relatives à des travaux d'exploration	2 000 000
Émission d'actions	1 641 391
Encaisse acquise	141 318
Plus	
Quote-part des pertes accumulées sur le placement jusqu'au 16 février 2010	19 272
Contrepartie en espèces nette payée	441 432 \$

Les flux de trésorerie nets liés à l'augmentation du placement jusqu'au 29 janvier 2010 se détaillent comme suit :

Acquisition d'une participation de 28,75 % au 1 ^{er} juin 2009 en espèces	825 000 \$
Débeture convertible détenue dans MCI	1 500 000
Avances relatives à des travaux d'exploration au 31 décembre 2009	1 822 500
Investissement dans une entreprise associée au 31 décembre 2009	4 147 500
Acquisition d'une participation additionnelle de 10 % au 29 janvier 2010 en espèces	950 000
Avances relatives à des travaux d'exploration (2 000 000 \$), moins les avances déjà effectuées au 31 décembre 2009	177 500
Investissement dans une entreprise associée du 1 ^{er} janvier 2010 au 29 janvier 2010	1 127 500
	5 275 000 \$

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

4. Acquisition d'une participation donnant le contrôle de MCI (suite)

- i) Une plus-value de 6 871 333 \$ a été attribuée à la propriété minière.
- ii) La juste valeur des actions ordinaires émises en contrepartie était basée sur le cours des actions de la Société au 16 février 2010, soit 0,49 \$ par action.

5. Placements temporaires

	31 mars 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
Certificats de placement garanti, taux de 0,25 %, échéant en avril 2011 (taux de 0,25 % au 31 décembre 2010 et au 1 ^{er} janvier 2010)	1 000 000 \$	1 000 000 \$	1 000 000 \$
Tranche à court terme des placements à long terme (note 7)	3 710 400	3 406 886	4 152 201
	4 710 400 \$	4 406 886 \$	5 152 201 \$

6. Participation dans une entreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence et instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net

La quote-part du résultat de la Société, comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, est nulle pour l'année 2010. Elle n'a pas reçu de dividendes de cet investissement.

Un sommaire de l'information financière dans la Société comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence au 1^{er} janvier 2010, non ajustée pour le pourcentage détenu par le Groupe, se présente comme suit :

Participation	28,75 %
Total des actifs	7 851 424 \$
Total des passifs	3 188 885
Produits	4 485

Le 1^{er} juin 2009, la Société, MCI et les actionnaires de MCI ont conclu un protocole d'accord en vertu duquel la Société a obtenu une option d'achat exclusive d'acheter jusqu'à 76 % des actions émises et en circulation de MCI.

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

6. Participation dans une entreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence et instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net (suite)

À cette même date, la Société (le détenteur) a conclu une débenture convertible non garantie avec MCI (le débiteur) selon les termes suivants :

- Montant du principal de 1 500 000 \$
- Intérêts à un taux annuel de 2 %, payable à la date du règlement;
- Date d'échéance: 31 décembre 2015;
- À tout moment, MCI peut régler la débenture (principal et intérêts courus) par paiement en espèces;
- À tout moment, MCI peut régler la débenture (principal et intérêts courus) par l'émission d'actions sur la base de prix de conversion spécifiés.

7. Placements à long terme

	31 mars 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
Certificats de placement garanti, taux variant entre 1,25 % et 4,00 %, échéant en septembre 2011 et décembre 2013, rachetables au gré de la Société une fois par mois sans pénalité	1 026 150 \$	1 026 150 \$	– \$
Obligations, taux variant de 3,03 % à 4,80 % échéant de février 2011 à juin 2012 (taux variant de 3,03 % à 4,80 % au 31 décembre 2010 et de 1,15 % à 5,50 % au 1 ^{er} janvier 2010)	3 706 500	3 712 899	4 152 201
	4 732 650	4 739 049	4 152 201
Tranche à court terme des placements à long terme	(3 710 400)	(3 406 886)	(4 152 201)
	1 022 250 \$	1 332 163 \$	– \$

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

8. Propriétés minières

Les propriétés minières se présentent comme suit :

						2011
Propriétés	Intérêts à la fin	1 ^{er} janvier 2011	Additions	Effet de change	31 mars 2011	
Tanzanie						
Kunga (Viyonza)	65,9 % - 100 %	976 035 \$	-	-	976 035 \$	
Simba (Isambara)	100	655 645	-	(1 639)	654 006	
Baraka (PL-1561-1562)	90	237 690	-	(3 278)	234 412	
Baraka (PL-2479)	100	169 101	-	(3 277)	165 824	
Ikungu	60	144 185	43 632	-	187 817	
Nikonga	100	10 290	15 023	-	25 313	
Québec						
Lac Shortt	50	170 461	-	-	170 461	
Lespérance	50	78 000	-	-	78 000	
Le Tac	50	43 052	-	-	43 052	
Isle Dieu	100	24 180	-	-	24 180	
Crevier	67,5	7 481 515	-	-	7 481 515	
MC Gold	-	50 000	-	-	50 000	
		10 040 154 \$	58 655 \$	(8 194) \$	10 090 615 \$	
						2010
Propriétés	Intérêts à la fin	1 ^{er} janvier 2010	Additions	Effet de change	31 décembre 2010	
Tanzanie						
Kunga (Viyonza)	65,9 % - 100 %	976 035 \$	-	-	976 035 \$	
Simba (Isambara)	100	630 865	-	24 780	655 645	
Baraka (PL-1561-1562)	90	164 463	23 667	49 560	237 690	
Baraka (PL-2479)	100	85 414	34 128	49 559	169 101	
Ikungu	60	57 000	87 185	-	144 185	
Nikonga	100	-	10 290	-	10 290	
Québec						
Lac Shortt	50	170 461	-	-	170 461	
Lespérance	50	78 000	-	-	78 000	
Le Tac	50	43 052	-	-	43 052	
Isle Dieu	100	24 180	-	-	24 180	
Crevier	67,5	-	7 481 515	-	7 481 515	
MC Gold	-	-	50 000	-	50 000	
		2 229 470 \$	7 686 785 \$	123 899 \$	10 040 154 \$	

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

9. Actifs de prospection et d'évaluation

Les actifs de prospection et d'évaluation par propriété peuvent être détaillés comme suit :

					2011
	1 ^{er} janvier 2011	Crédits d'impôt relatifs aux ressources	Frais de prospection et d'évaluation	Effet de change	31 mars 2011
Propriétés					
Tanzanie					
Tulawaka	290 040 \$	– \$	1 936 \$	(5 380)\$	286 596 \$
Simba (Isambara)	4 277 010	–	1 848	(79 360)	4 199 498
Baraka					
(PL-1561-1562)	278 968	–	582	(5 175)	274 375
Baraka (PL-2479)	267 084	–	–	(4 955)	262 129
Kunga (Viyonza)	4 997 323	–	9 512	(92 769)	4 914 066
Msasa	921 575	–	6 107	(17 096)	910 586
Ikungu	3 121 819	–	257 617	(57 944)	3 321 492
Nikonga	2 655	–	8 876	(214)	11 317
Québec					
Lac Shortt	1 371 023	–	–	–	1 371 023
Lespérance	485 188	–	–	–	485 188
Le Tac	885 981	(180)	514	–	886 315
Des Meloïses	898 991	(19)	53	–	899 025
Isle Dieu	556 307	(408)	1 166	–	557 065
Crevier	3 084 955	(585 121)	1 841 911	–	4 341 745
MC Gold	208 068	(5 554)	15 870	–	218 384
	21 646 987 \$	(591 282)\$	2 145 992 \$	(262 893)\$	22 938 804 \$

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

9. Actifs de prospection et d'évaluation (suite)

	2010					
	1 ^{er} janvier 2010	Acquisition	Crédits d'impôt relatifs aux ressources	Frais de prospection et d'évaluation	Effet de change	31 décembre 2010
Propriétés						
Tanzanie						
Tulawaka	238 045 \$	– \$	– \$	64 735 \$	(12 740) \$	290 040 \$
Simba (Isambara)	4 395 904	–	–	53 959	(44 640)	4 277 010
Baraka (PL-1561- 1562)	289 559	–	–	636	(202 006)	278 968
Baraka (PL-2479)	275 658	–	–	2 200	(172 853)	267 084
Kunga (Viyonza)	5 133 783	–	–	65 546	(11 227)	4 997 323
Msasa	510 814	–	–	455 401	(10 774)	921 575
Ikungu	850 874	–	–	2 437 061	(166 116)	3 121 819
Nikonga	–	–	–	2 809	(154)	2 655
Québec						
Lac Shortt	1 367 012	–	(2 159)	6 170	–	1 371 023
Lespérance	481 580	–	(2 131)	5 739	–	485 188
Le Tac	878 344	–	(4 526)	12 163	–	885 981
Des Meloïses	895 175	–	(2 054)	5 870	–	898 991
Isle Dieu	553 481	–	(1 690)	4 516	–	556 307
Crevier	–	1 277 883	(701 715)	2 508 787	–	3 084 955
MC Gold	–	–	(128 191)	336 259	–	208 068
	15 870 229 \$	1 277 883 \$	(842 466) \$	5 961 851 \$	(620 510) \$	21 646 987 \$

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

10. Capital social et bons de souscription

a) Autorisé

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale.

(b) Bons de souscription

Le tableau suivant résume la situation des bons de souscription en circulation :

	31 mars 2011			31 décembre 2010		
	Nombre	Prix de levée moyen pondéré	Juste valeur	Nombre	Prix de levée moyen pondéré	Juste valeur
Solde au début de l'exercice	–	– \$	– \$	300 000 \$	0,75 \$	74 219 \$
Expirés	–	–	–	(300 000)	0,75	(74 219)
Solde à la fin de la période	–	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010, tous les bons de souscription sont venus à échéance sans être exercés.

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

11. Paiements fondés sur des actions

a) Régime d'options d'achat d'actions

Le régime d'options d'achat d'actions de la Société prévoit l'attribution d'un maximum de 8 000 000 d'options aux employés, aux administrateurs et aux membres de la direction en vue de l'achat d'actions de la Société.

Le Conseil d'administration fixe les conditions d'acquisition des options d'achat d'actions ordinaires selon des quantités et des prix d'exercice qu'il a déterminé, conformément à la réglementation en vigueur, et pour une durée maximale de dix ans. Avant 2010, les options étaient acquises immédiatement. Depuis 2010, elles sont acquises immédiatement ou sur une période de cinq ans.

Le tableau suivant résume la situation du régime d'options d'achat d'actions :

	31 mars 2011		31 décembre 2010	
	Nombre d'options en circulation	Prix de levée moyen pondéré	Nombre d'options en circulation	Prix de levée moyen pondéré
Solde au début de l'exercice	4 799 438 \$	0,57 \$	3 884 438 \$	0,75 \$
Attribuées	–	–	1 425 000	0,50
Annulées	(1 670 000)	0,84	(510 000)	0,80
Solde à la fin de la période	3 129 438 \$	0,58 \$	4 799 438 \$	0,67 \$
Options pouvant être exercées à la fin de la période	2 734 438 \$	0,58 \$	4 264 438 \$	0,67 \$

Aucune option n'a été exercée en 2011 (2010 - néant).

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

11. Paiements fondés sur des actions (suite)

a) Régime d'options d'achat d'actions (suite)

Le tableau suivant résume la situation du régime d'options d'achat d'actions:

Fourchette de prix	Nombre d'options en circulation	Durée contractuelle résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix de levée moyen pondéré
0,45 \$ - 0,51 \$	2 160 000	4,31	0,49 \$
0,73 \$ - 0,79 \$	150 000	3,04	0,73
0,80 \$ - 0,84 \$	609 438	0,32	0,81
0,90 \$ - 0,91 \$	90 000	1,07	0,90
Indéterminé ⁽ⁱ⁾	120 000	–	Indéterminé
	3 129 438	3,34	0,58 \$

(i) 200 000 options ont été attribuées et sont acquises linéairement une fois par année sur une période de cinq ans. Le prix d'exercice est donc déterminé au moment de l'acquisition des options.

b) Régime d'intéressement à long terme

Le 1^{er} juin 2007, la Société avait mis en place un régime d'intéressement à long terme pour certains administrateurs, dirigeants et consultants de la Société sur une période de trois ans. En vertu de ce régime, ils avaient droit à des actions de la Société si certaines conditions de performance étaient réunies. Un total de 1 318 334 actions ont été attribuées et acquises au 30 juin 2010 et constitue le nombre total et final d'actions qui sera attribué en vertu de ce régime.

La juste valeur des actions attribuées au cours de l'exercice 2010 a été établie à la date d'attribution selon la valeur des actions de la Société à cette date. La juste valeur moyenne des actions attribuées sous ce régime d'intéressement était de 0,51 \$ par action.

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

12. Dépenses administratives

	Trois mois clos les	
	31 mars	
	2011	2010
Honoraires	179 220 \$	411 942 \$
Salaires et charges sociales	256 191	559 357
Paiements fondés sur des actions	12 583	149 620
Frais de transfert	20 921	20 508
Frais de voyage	60 935	73 459
Loyer	29 653	24 469
Frais de bureau	31 544	18 821
Frais de promotion	12 697	33 994
Rapports aux actionnaires	9 006	6 766
Assurances, taxes et permis	10 530	24 364
Cotisation et formation	21 788	—
Télécommunications	3 178	3 213
Frais de gestion	157 644	110 937
Développement de projets	54	38 275
Amortissement des immobilisations corporelles	1 465	1 370
	807 409 \$	1 477 095 \$

13. Charge financière nette

	Trois mois clos les	
	31 mars	
	2011	2010
Produits d'intérêts sur la trésorerie, les équivalents de trésorerie, les placements temporaires et à long terme	45 770 \$	33 347 \$
Produit financier	45 770	33 347
Frais bancaires	(4 802)	(5 237)
Charge de désactualisation de l'autre passif à long terme	(8 159)	(9 743)
Perte de change nette	(50 964)	(131 568)
Charge financière	(63 925)	(146 548)
Charge financière nette reconnue dans la perte nette	(18 155)\$	(113 201)\$

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

14. Instruments financiers et gestion des risques financiers

Instruments financiers

a) Juste valeur

Plusieurs des méthodes comptables et informations de la Société exigent la détermination de la juste valeur, tant pour ce qui est des actifs et passifs financiers que des actifs et passifs non financiers. Les justes valeurs ont été déterminées aux fins d'évaluation et (ou) des informations à fournir selon les méthodes exposées ci-après. S'il y a lieu, des informations supplémentaires concernant les hypothèses posées dans la détermination de la juste valeur sont fournies dans les notes portant sur l'actif ou le passif concerné.

En déterminant la juste valeur, la Société utilise des données observables basées sur les différents niveaux qui sont définis comme suit :

- Niveau 1 : Ce niveau représente les données observables comme les prix cotés sur des marchés actifs.
- Niveau 2 : Ce niveau représente les données d'entrée autres que les prix cotés sur des marchés actifs qui sont observables directement ou indirectement.
- Niveau 3 : Ce niveau représente les données d'entrée qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables, ou alors le sont seulement dans une très faible mesure, ce qui oblige les entités à établir leurs propres hypothèses.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les créances et les comptes fournisseurs et charges à payer sont des instruments financiers dont la juste valeur se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

14. Instruments financiers et gestion des risques financiers (suite)

Instruments financiers (suite)

a) Juste valeur (suite)

La juste valeur des placements temporaires, des placements à long terme et du passif à long terme est basée sur des prix cotés du marché lorsque applicable ou obtenue en actualisant des flux de trésorerie futurs en utilisant des taux d'intérêt à terme évalués à partir des taux de clôture à la date du bilan d'instruments similaires se négociant sur les marchés financiers. Le tableau ci-dessous récapitule les valeurs comptables et justes valeurs de ces instruments :

	31 mars 2011		31 décembre 2010		1 ^{er} janvier 2010	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Placements temporaires	4 710 400 \$	4 714 615 \$	4 406 886 \$	4 406 886 \$	5 162 243 \$	5 162 243 \$
Placement à long terme	1 022 250	1 022 400	1 332 163	1 332 163	–	–
Autre passif à long terme	209 534	209 534	226 375	226 375	–	–

Le niveau de données utilisé par la Société pour évaluer la juste valeur de ses actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net est le Niveau 3.

La juste valeur de ces instruments est déterminée en utilisant un modèle d'évaluation Black-Scholes ainsi que des flux de trésorerie futurs actualisés.

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

14. Instruments financiers et gestion des risques financiers (suite)

Gestion des risques financiers

b) Risque de change

La Société réalise ses produits de redevances et assume des frais d'exploration en dollars américains. Conséquemment, elle est exposée au risque de change.

Les soldes libellés en devises étrangères se présentent comme suit :

	31 mars 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
	\$ US	\$ US	\$ US
Encaisse	201 938	176 492	989 390
Créances	—	—	2 994 379
Comptes fournisseurs et charges à payer	500 414	337 827	268 049

Au 31 mars 2011, si le taux de change (\$ CA / \$ US) avait varié de 5 % à la hausse ou à la baisse, le résultat net aurait été respectivement supérieur ou inférieur d'approximativement 55 440 \$ (approximativement 8 000 \$ au 31 décembre, 2010 et 195 000 \$ au 1^{er} janvier, 2010).

c) Risque de crédit

La Société investit sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie et ses placements dans des titres de haute qualité émis par des institutions financières canadiennes. Également, la Société en investit une partie dans des certificats de placement garanti et dans des obligations de sociétés cotées afin de réduire son exposition au risque de crédit.

d) Risque de liquidité

La Société gère son risque de liquidité par l'utilisation de budgets permettant de déterminer les fonds nécessaires pour faire face à ses plans d'exploration. La Société s'assure aussi que le fonds de roulement disponible est suffisant pour faire face à ses obligations courantes.

Au 31 mars 2011, la Société détient des créances courantes à recevoir totalisant 2 304 270 \$ et des comptes fournisseurs et charges à payer de 1 888 717 \$ venant à échéance au cours des 12 prochains mois.

Au 31 mars 2011, la Société détenait de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, ainsi que des placements temporaires équivalant à 7 292 368 \$. Compte tenu des liquidités dont la Société dispose, en relation avec le moment où les obligations sont dues, la direction estime que le risque de liquidité auquel la Société est exposée est faible.

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

14. Instruments financiers et gestion des risques financiers (suite)

e) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt désigne le risque que la juste valeur ou les flux monétaires futurs liés à un instrument financier fluctuent en fonction des changements des taux d'intérêt du marché.

La Société détient la majeure partie de sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie dans des comptes qui portaient intérêt et qui ne sont exposés qu'à des variations de flux monétaires futurs qui proviendraient de changements des taux d'intérêt du marché. Les placements temporaires et les placements à long terme sont principalement constitués d'obligations et de certificats de placement garanti échéant dans moins de dix-huit mois et sont exposés au risque de taux d'intérêt sur leur juste valeur. Cependant, le risque lié à la juste valeur n'est pas important compte tenu de la période relativement courte des échéances des instruments et des montants en cause. Une fluctuation des taux d'intérêt du marché de 100 points de base n'aurait donc pas d'impact important sur les résultats financiers de la Société.

15. Parties liées

La compagnie n'a pas de parent ultime.

Transactions avec les principaux dirigeants

Prêts consentis aux principaux dirigeants

En 2010, suite à l'émission d'actions du régime intéressement à long terme, la Société a consenti un prêt à deux de ses principaux dirigeants d'une valeur de 62 400 \$ qui est inclus dans les créances au 31 mars 2011 et au 31 décembre 2010. Ce prêt, portant intérêt au taux de 1 % l'an, est remboursable en tout temps, en totalité ou en partie, et son remboursement intégral sera exigible le 31 décembre 2012. Si l'emprunteur cesse d'être un employé de la Société, le prêt deviendra exigible immédiatement.

La rémunération des principaux dirigeants

La rémunération des principaux dirigeants comprend :

	Trois mois clos les	
	31 mars	
	2011	2010
Avantages du personnel à court terme	175 235 \$	190 550 \$
Paiements fondés sur des actions	12 583	74 726

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

15. Parties liées (suite)

Autres transactions avec des parties liées

Dans le cadre de l'acquisition d'une participation donnant le contrôle de MCI, la Société a versé 459 000 \$ au premier trimestre 2010 et a émis 1 488 790 actions à un actionnaire de MCI qui est devenu président et administrateur de la Société, et à un actionnaire de MCI qui était déjà administrateur de la Société en contrepartie des 600 000 actions qu'ils détenaient dans MCI (représentant 15 % des actions en circulation de MCI). De plus, au cours de l'exercice, la Société a versé des honoraires de 18 000 \$ à un administrateur.

Ces opérations, réalisées dans le cours normal des activités de la Société, ont été effectuées à la valeur d'échange, qui représente la valeur de la contrepartie payée qui a été établie et acceptée par les parties liées.

16. Flux de trésorerie

	2010	2009
Variation d'éléments hors caisse du fonds de roulement		
Créances et impôts miniers à recevoir	(208 729)\$	3 133 003 \$
Frais payés d'avance	12 379	14 410
Comptes fournisseurs et charges à payer	1 229 579	(367 719)
Écarts de conversion au titre de l'établissement à l'étranger	39 249	(8 749)
	1 072 478 \$	2 771 215 \$

	Trois mois clos les	
	31 mars	
	2011	2010

Opérations sans effet sur la trésorerie relatives aux :

Activités d'exploitation

Variation des comptes fournisseurs et charges à payer relativement à des actifs de prospection et d'évaluation

569 376 \$ – \$

Activités d'investissement

Variation des actifs de prospection et d'évaluation dont les crédits d'impôt relatifs aux ressources sont inclus dans les créances

591 282 43 622

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

17. Événements postérieurs

a) Émission d'action

Suite à la décision du Conseil d'administration d'approuver l'émission d'actions ordinaires pour l'acquisition d'une participation additionnelle dans MCI de 5 % le 16 mars 2011, la Société a émis 1 531 863 actions à 0,408 \$ par action le 4 avril 2011, générant une augmentation de la participation de la Société dans MCI de 67,5% à 72,5%.

b) Communication avec l'administration fiscale de la Tanzanie

Le 10 mai 2011, la Société a reçu une communication écrite du département des investigations fiscales de la Tanzanie (le « TRA ») exigeant de lui fournir certains documents en rapport avec les opérations et la structure légale de la participation de la Société dans les redevances provenant de l'exploitation de la mine Tulawaka. Cette communication inclut également des calculs provisoires effectués par le TRA présumant que la Société doit des montants substantiels au gouvernement tanzanien relativement à des impôts sur les ventes d'or de la mine Tulawaka et diverses retenues d'impôts portant sur les exercices 2004 à 2010. La Société a transmis subséquemment les informations demandées au TRA et des discussions sont présentement en cours afin de clarifier cette requête. Aux termes de l'entente de co-participation entre la Société, Pangea Goldfields Inc. et Pangea Minerals Limited (l'« Opérateur »), l'Opérateur ne peut distribuer les fonds générés par la mine Tulawaka avant d'avoir payé les impôts dus au TRA. La Société a obtenu une confirmation de l'Opérateur que depuis le début de la production à la mine Tulawaka en 2004, l'Opérateur a toujours payé les impôts dus au TRA.

Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers de la Société au 31 mars 2011 puisque la direction est d'avis que les montants inclus dans cette communication sont non fondés et que la Société ne doit aucun impôt au TRA en rapport avec l'exploitation de cette mine. Tout montant pouvant être déboursé quant à cette éventualité pourrait avoir un impact négatif sur la Société.

c) Changement du crédit de droits miniers remboursable

Le projet de loi no 5 du gouvernement du Québec a reçu une première lecture le 4 mai 2011, faisant en sorte qu'il est devenu quasi adopté selon les IFRS à cette date. Le projet de loi inclut des propositions d'amendement du régime de droits miniers, tel qu'annoncé dans le budget du Québec de 2010, pour les dépenses engagées après le 30 mars 2010. Par conséquent, le taux de droits miniers a augmenté de 12 % à 16 % après le 30 mars 2010, tandis que les taux de crédit de droits miniers ont diminué de 12 % à 7 % du 30 mars 2010 au 31 décembre 2010, puis ils ont augmenté à 7,5 % du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011.

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

17. Événements postérieurs (suite)

c) Changement du crédit de droits miniers remboursable (suite)

Pendant le trimestre clos le 30 juin 2011, ces changements résulteront en une augmentation des passifs d'impôts différés et des charges d'impôts différés de 319 644 \$ et une diminution des impôts miniers à recevoir et des impôts exigibles recouverts de 117 731 \$.

18. Explication de la transition aux IFRS

Comme l'indique la note 2, il s'agit des premiers états financiers consolidés intermédiaires résumés du Groupe établis conformément aux IFRS.

Les méthodes comptables énoncées à la note 3 ont été appliquées aux fins de l'établissement des états financiers de la période close le 31 mars 2011, des informations comparatives figurant aux présents états financiers au 31 décembre 2010 et de la période close le 31 mars 2010 et d'un état de la situation financière d'ouverture en IFRS au 1^{er} janvier 2010 (soit la date de transition du Groupe).

Aux fins de l'établissement de son état de la situation financière d'ouverture en IFRS, le Groupe a ajusté les montants présentés antérieurement dans les états financiers établis conformément aux PCGR canadiens. Les tableaux et les notes ci-dessous expliquent dans quelle mesure la transition des PCGR canadiens aux IFRS a eu une incidence sur la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie du Groupe.

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

18. Explication de la transition aux IFRS (suite)

Réconciliation des capitaux propres

	Note	1 ^{er} janvier 2010			31 mars 2010			31 décembre 2010		
		PCGR canadiens	Incidence de la transition aux IFRS	IFRS	PCGR canadiens	Incidence de la transition aux IFRS	IFRS	PCGR canadiens	Incidence de la transition aux IFRS	IFRS
Actifs										
Actifs courants										
Trésorerie et équivalents de trésorerie		12 200 029 \$	– \$	12 200 029 \$	10 917 354 \$	– \$	10 917 354 \$	4 974 737 \$	– \$	4 974 737 \$
Placements temporaires	b)	5 172 285	(10 042)	5 162 243	5 660 442	(48 950)	5 611 492	4 445 522	(38 636)	4 406 886
Créances	b)	3 524 493	10 042	3 534 535	1 367 584	48 950	1 416 534	1 621 186	38 636	1 659 822
Impôts miniers à recevoir		26 756	–	26 756	–	–	–	346 004	–	346 004
Frais payés d'avance		32 023	–	32 023	17 613	–	17 613	31 473	–	31 473
Total des actifs courants		20 955 586	–	20 955 586	17 962 993	–	17 962 993	11 418 922	–	11 418 922
Actifs non courants										
Placement dans une entreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence		4 128 228	–	4 128 228	–	–	–	–	–	–
Placements à long terme		–	–	–	457 142	–	457 142	1 332 163	–	1 332 163
Propriétés minières	a), c)	2 301 406	(71 936)	2 229 470	10 159 932	(287 808)	9 872 124	10 336 704	(296 550)	10 040 154
Actifs de prospection et d'évaluation		16 068 387	(198 158)	15 870 229	18 160 327	(580 791)	17 579 536	22 465 655	(818 668)	21 646 987
Immobilisations corporelles	c)	45 699	(2 965)	42 734	45 004	(3 912)	41 092	42 511	(4 289)	38 222
Immobilisations incorporelles	c)	179 020	–	179 020	179 020	–	179 020	179 020	–	179 020
Actifs d'impôts différés		2 069 500	–	2 069 500	–	–	–	2 617 000	–	2 617 000
Total des actifs non courants		24 792 240	(273 059)	24 519 181	29 001 425	(872 511)	28 128 914	36 973 053	(1 119 507)	35 853 546
Total des actifs		45 747 826 \$	(273 059) \$	45 474 767 \$	46 964 418 \$	(872 511) \$	46 091 907 \$	48 391 975 \$	(1 119 507) \$	47 272 468 \$

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

18. Explication de la transition aux IFRS (suite)

Réconciliation des capitaux propres (suite)

Note	1 ^{er} janvier 2010			31 mars 2010			31 décembre 2010		
	PCGR canadiens	Incidence de la transition aux IFRS	IFRS	PCGR canadiens	Incidence de la transition aux IFRS	IFRS	PCGR canadiens	Incidence de la transition aux IFRS	IFRS
Passifs et capitaux propres									
Passifs courants									
Comptes fournisseurs et charges à payer	679 023 \$	– \$	679 023 \$	550 511 \$	– \$	550 511 \$	1 228 514 \$	– \$	1 228 514 \$
Total passifs courants	679 023	–	679 023	550 511	–	550 511	1 228 514	–	1 228 514
Passifs non courants									
Autre passifs à long terme	–	–	–	274 472	–	274 472	226 375	–	226 375
Passifs d'impôts différés a), d)	502 000	–	502 000	15 394	(1 866 601)	(1 851 207)	2 550 900	(1 704 900)	846 000
Total des passifs non courants	502 000	–	502 000	289 866	(1 866 601)	(1 576 735)	2 777 275	(1 704 900)	1 072 375
Capitaux propres									
Capital social	60 505 590	–	60 505 590	62 146 981	–	62 146 981	62 823 630	–	62 823 630
Bons de souscription	74 219	–	74 219	74 219	–	74 219	–	–	–
Surplus d'apport	6 569 228	–	6 569 228	6 718 848	–	6 718 848	6 515 339	–	6 515 339
Cumul des autres éléments du résultat global c)	–	(273 059)	(273 059)	–	(536 307)	(536 307)	–	(810 573)	(810 573)
Déficit e)	(22 582 234)	–	(22 582 234)	(23 748 569)	12 308	(23 736 261)	(25 812 032)	(122 123)	(25 934 155)
Total des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	44 566 803	(273 059)	44 293 744	45 191 479	(523 999)	44 667 480	43 526 937	(932 696)	42 594 241
Participation ne donnant pas le contrôle a)	–	–	–	932 562	1 518 089	2 450 651	859 249	1 518 089	2 377 338
Total des capitaux propres	44 566 803	(273 059)	44 293 744	46 124 041	994 090	47 118 131	44 386 186	585 393	44 971 579
Total des passifs et des capitaux propres	45 747 826 \$	(273 059) \$	45 474 767 \$	46 964 418 \$	(872 511) \$	46 091 907 \$	48 391 975 \$	(1 119 507) \$	47 272 468 \$

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

18. Explication de la transition aux IFRS (suite):

Réconciliation du résultat global pour la période close le 31 mars 2010 et pour l'exercice clos le 31 décembre 2010

	Note	Trois mois clos le 31 mars 2010			Exercice clos le 31 décembre 2010		
		PCGR canadiens	Incidence de la transition aux IFRS	IFRS	PCGR canadiens	Incidence de la transition aux IFRS	IFRS
Produits							
Redevances provenant de l'exploitation d'une propriété minière		- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Frais d'administration	f)	1 492 075	(14 980)	1 477 095	4 013 963	(56 718)	3 957 245
Perte avant produits et charges financiers et impôts sur les résultats		1 492 075	(14 980)	1 477 095	4 013 963	(56 718)	3 957 245
Charge financière nette							
Produit financier	b)	58 611	(25 264)	33 347	195 097	(60 730)	134 367
Charge financière	b), c)	(169 140)	22 592	(146 548)	(254 076)	43 590	(210 486)
		(110 529)	(2 672)	(113 201)	(58 979)	(17 140)	(76 119)
Perte avant impôt sur les résultats		(1 602 604)	12 308	(1 590 296)	(4 072 942)	39 578	(4 033 364)
Impôts recouvrés sur les résultats							
Impôts exigibles		-	-	-	(251 069)	-	(251 069)
Impôts différés	a), d)	(420 607)	-	(420 607)	(502 101)	161 701	(340 400)
		(420 607)	-	(420 607)	(753 170)	161 701	(591 469)
Perte nette		(1 181 997)	12 308	(1 169 689)	(3 319 772)	(122 123)	(3 441 895)
Autres éléments du résultat global pour la période							
Écarts de conversion au titre de l'établissement à l'étranger	c)	-	(263 248)	(263 248)	-	(537 514)	(537 514)
Résultat global pour la période		(1 181 997) \$	(250 940) \$	(1 432 937) \$	(3 319 772) \$	(659 637) \$	(3 979 409) \$
Perte nette attribuable :							
Aux actionnaires de la Société		(1 161 380) \$	12 308 \$	(1 149 072) \$	(3 225 842) \$	(122 123) \$	(3 347 965) \$
À la participation ne donnant pas le contrôle		(20 617)	-	(20 617)	(93 930)	-	(93 930)
Résultat global total attribuable :							
Aux actionnaires de la Société		(1 161 380) \$	(250 940) \$	(1 412 320) \$	(3 225 842) \$	(659 637) \$	(3 885 479) \$
À la participation ne donnant pas le contrôle		(20 617)	-	(20 617)	(93 930)	-	(93 930)
Perte nette par action de base et diluée		(0,012) \$	(0,002) \$	(0,014) \$	(0,033) \$	(0,001) \$	(0,034) \$

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

18. Explication de la transition aux IFRS (suite)

Ajustement importants au tableau des flux de trésorerie pour 2010

Les intérêts reçus ont été présentés séparément dans le corps du tableau des flux de trésorerie, dans la catégorie des activités d'exploitation. Il n'y a pas d'autres différences importantes entre le tableau des flux de trésorerie présentés selon les IFRS et l'état des flux de trésorerie présenté selon les PCGR canadiens.

Notes aux réconciliations

a) Acquisition de MCI

Comme détaillé dans la note 4, le 16 février 2010, la Société a obtenu le contrôle de MCI. En vertu des PCGR canadiens, MCI n'a pas été considérée comme une entreprise et en tant que tel cette acquisition n'a pas été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises, mais plutôt comme une acquisition d'actifs nets. Toutefois, dans la mesure où la Société a pris le contrôle de MCI, cette dernière a été considérée comme une filiale dont les actifs et passifs ont été consolidés. Ce traitement comptable est conforme aux normes IFRS, à l'exception des deux différences suivantes :

- La participation ne donnant pas le contrôle a été comptabilisée au pro rata de la valeur comptable nette de l'actif net de MCI, tandis que selon les normes IFRS, elle est comptabilisée à sa juste valeur à la date à laquelle la Société a obtenu le contrôle de MCI. Cette différence a entraîné une augmentation dans la participation ne donnant pas le contrôle de 1 518 089 \$, la contrepartie étant une augmentation des propriétés minières pour le même montant.
- Des passifs d'impôts différés ont été comptabilisés en vertu des PCGR canadiens suite à cette transaction, tandis que selon les normes IFRS, un passif (actif) d'impôt différé n'est pas reconnu s'il découle de la comptabilisation initiale d'un actif ou un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises, et qui au moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable. Par conséquent, les passifs d'impôts différés de 1 866 601 \$, enregistrés en vertu des PCGR canadiens, ont été renversés selon les normes IFRS avec une diminution correspondante des propriétés minières. De plus, pendant l'exercice 2010, un actif d'impôt différé de 180 701 \$ enregistré en PCGR canadiens a été renversé en IFRS dans la mesure où il n'y avait plus de passifs d'impôts différés pour les compenser.

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

18. Explication de la transition aux IFRS (suite)

Notes aux réconciliations (suite)

b) Classement des autres instruments financiers

Les espèces, quasi-espèces, les placements temporaires et les placements à long terme ne répondent pas aux critères de classification de la juste valeur par le biais du résultat en vertu des IFRS, dans la mesure où ils ne sont pas gérés sur une base de juste valeur mais plutôt en fonction de leur échéance, et qu'ils ne sont pas négociés sur un marché actif. Selon les PCGR Canadiens, ces instruments étaient classés en actifs financiers détenus à des fins de transaction.

En vertu des normes IFRS, les espèces, les quasi-espèces, les placements temporaires et les placements à long terme sont classés comme prêts et créances. En ce qui concerne les espèces et quasi-espèces, ce changement de classification n'a pas d'impact monétaire sur les états financiers consolidés étant donné que la juste valeur de ces instruments se rapproche du coût; par conséquent, il s'agit uniquement d'une différence de divulgation.

En ce qui concerne les placements temporaires et les placements à long terme, ce changement n'a pas eu d'impact matériel. Toutefois, des reclassements ont été enregistrés dans tous les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière et les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global.

Les intérêts à recevoir en vertu des PCGR canadiens ont été présentés dans les placements temporaires aux montants de 10 042 \$, 48 950 \$ et 38 636 \$ au 1^{er} janvier 2010, au 31 mars 2010 et au 31 décembre 2010, respectivement. En vertu des IFRS, ces montants ont été reclassés dans les créances.

Les variations de la juste valeur des instruments détenus à des fins de transaction aux montants de 25 264 \$ et 60 730 \$ pour la période de trois mois close le 31 mars 2010 et pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, respectivement, ont été enregistrées en vertu des PCGR canadiens. En vertu des IFRS, ces montants ont été reclassés contre les produits financiers dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global.

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

18. Explication de la transition aux IFRS (suite)

Notes aux réconciliations (suite)

- c) Changement de la monnaie fonctionnelle de MDN Tanzanie Ltd.

Les ajustements liés aux effets de change sont reliés à un établissement à l'étranger intégré selon les PCGR canadiens. Les IFRS ne font pas de distinction entre un établissement à l'étranger intégré et un établissement à l'étranger autonome et la méthode du taux de clôture doit être appliquée à toutes les sociétés dont la devise fonctionnelle est différente de la devise de présentation, résultant ainsi en un ajustement lors de la transition aux IFRS.

Au 1^{er} janvier 2010, au 31 mars 2010 et au 31 décembre 2010, ce changement a généré des écarts de conversion enregistrés dans le cumul des autres éléments du résultat global respectivement de 273 059 \$, 536 307 \$ et 810 573 \$. Des pertes de 263 248 \$ et de 537 514 \$ ont été enregistrées dans les autres éléments du résultat global pour la période de trois mois close le 31 mars 2010 et pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, respectivement.

Également, des pertes de change étranger de 12 308 \$ et 39 578 \$, présentées dans les charges financières pour chacune des périodes, respectivement, ont été comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

Les actifs au 1^{er} janvier 2010, au 31 mars 2010 et au 31 décembre 2010 ont été ajustés comme suit :

	1 ^{er} janvier 2010	31 mars 2010	31 décembre 2010
Propriétés minières	(71 936)\$	60 704 \$	51 962 \$
Actifs de prospection et d'évaluation	(198 158)	(580 791)	(818 668)
Équipement	(2 965)	(3 912)	(4 289)
	(273 059)\$	(523 999)\$	(770 995)\$

MDN INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)
(non audité)

Périodes closes les 31 mars 2011 et 2010

18. Explication de la transition aux IFRS (suite):

Notes aux réconciliations (suite)

d) Crédits de droit minier différés

La Société a engagé des frais de prospection et d'évaluation qui ont été capitalisés, mais dont certains frais ne seront pas déductibles dans le futur aux fins du crédit d'impôt minier. Des passifs d'impôts différés ont été comptabilisés selon les PCGR canadiens sur ces éléments de néant, néant et 19 000 \$ au 1^{er} janvier 2010, au 31 mars 2010 et au 31 décembre 2010, respectivement. Selon les IFRS, un passif (actif) d'impôt différé n'est pas reconnu lorsqu'il est issu de la comptabilisation initiale d'un actif ou passif dans le cadre d'une transition qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, à la date de la transaction, n'affecte ni le résultat comptable ni le résultat fiscal. Par conséquent, les passifs d'impôt différé mentionnés ci-dessus reconnus selon les PCGR canadiens ont été renversés selon les IFRS, avec pour contrepartie une diminution du déficit.

e) Déficit

Les changements ci-dessous augmentent (diminuent) le déficit (chacun après impôt) comme suit :

	Note	1 ^{er} janvier 2010	31 mars 2010	31 décembre, 2010
Pertes de change étranger reclassées dans les autres éléments du résultat global	c)	– \$	12 308 \$	39 578 \$
Ajustement d'impôt relatif à l'acquisition de MCI	a)	–	–	(180 701)
Ajustement d'impôt relatif aux crédits de droits miniers différés	d)	–	–	19 000
Augmentation (diminution) du déficit		– \$	12 308 \$	(122 123)\$

f) Reclassement au sein de l'état consolidé du résultat global

Les intérêts reçus sur comptes bancaires, la charge de désactualisation de l'autre passif à long terme et les pertes de change sont classés au sein des postes de produits financiers et charges financières selon les IFRS tandis qu'ils étaient présentés en produits, charges administratives et autres postes séparés selon les PCGR canadiens.